

EST & OUEST

BULLETIN DE L'ASSOCIATION
D'ÉTUDES ET D'INFORMATIONS
POLITIQUES INTERNATIONALES

B.E.I.P.I.

RÉDACTION ET ADMINISTRATION
86, Bd HAUSSMANN — PARIS-8^e
Téléphone : EUROpe 47-08

SOMMAIRE

CLAUDE HARMEL. — Le Parti communiste français a-t-il changé ?	1
Les débuts de la guerre d'Algérie et l'« Histoire du Parti communiste français »	5
Un tableau de la nouvelle Internationale « marxiste-léniniste »	8
BRANKO LAZITCH. — Tactique « chinoise » et obéissance soviétique. L'exemple du Guatemala	10

IVAN AVAKOUMOVITCH. — Naissance d'un parti communiste pro-chinois au Canada	12
B. S. — Aveux tardifs. Tortures en Union Soviétique au temps de la « Grande purge » : « L'Année Noire »	14
LUCIEN LAURAT. — Pourquoi ils se sont inclinés devant le professeur Liberman	21
Le Parti communiste irakien dans l'opposition	24

Le Parti communiste français a-t-il changé ?

Le parti communiste a-t-il changé ? Le parti communiste français serait-il en train de changer ? M. Duverger l'a assuré il y a quelques semaines — c'était le 20 janvier — et son avis est de ceux qu'on ne peut négliger : l'article où il l'a énoncé a été tiré à 270.324 exemplaires, et il a paru dans *Le Monde*, journal que lisent à peu près tous ceux qui veulent être informés sur la politique. Voilà qui donne de l'importance et du poids à une opinion.

Que veut dire M. Duverger quand il écrit que « *le PCF se transforme* », qu'« *en fait, cette transformation a déjà commencé* » ? L'occasion de son propos lui a été fournie par la conclusion d'un accord entre la fédération socialiste SFIO de la Seine et les fédérations communistes de la Région parisienne en vue de présenter des listes communes aux prochaines élections municipales. De prime abord, on voit mal comment on peut conclure de là à une transformation du parti communiste.

La nouveauté, en tout cas, n'est pas dans la tactique, dans la recherche de l'unité avec les socialistes. Le P.C.F. avait à peine un an qu'à la grande stupéfaction et au scandale de la plupart de ses dirigeants dont les idées n'étaient nullement « bolchéviks », il reçut de Moscou l'ordre de proposer aux socialistes,

qu'on venait à peine de quitter ou d'exclure, la réalisation d'un front unique d'action contre le capitalisme. Quinze ans plus tard, on avait le « Front populaire » qui englobait, outre les communistes et les socialistes, des radicaux et des républicains divers. Plus tard, après 1941, ce fut le « Front national », coalition plus large encore, dont les communistes se firent les promoteurs. En vérité, c'est depuis toujours que les communistes s'efforcent de ne pas se laisser isoler dans un coin de l'arène politique, et ce n'est pas la première fois qu'ils parviennent à rompre leur isolement.

Ce qui paraît frapper M. Duverger, c'est l'aisance, la plus grande aisance, avec laquelle le P.C.F. serait cette fois parvenu à contracter alliance avec les socialistes. « *La grande peur du communisme disparaît peu à peu* », écrit-il. Et cela viendrait de ce que les Français ne craignent plus qu'une collaboration avec le P.C.F. les conduise à la démocratie populaire, à la fois parce que « *beaucoup sont persuadés que ni la situation internationale de l'Europe de l'ouest ni sa structure interne ne permettraient un tel bouleversement* » et parce que le Parti communiste ne serait plus tout à fait ce qu'il était naguère.

M. Duverger partage cette impression, qu'il attribue à la fois aux Français en général et

aux hommes de gauche en particulier, et il s'efforce, on le verra, de montrer que cette impression est fondée, que la transformation du Parti communiste est bel et bien un fait, et un fait nécessaire, un fait qui, étant donné certaines conditions sociologiques, ne peut pas ne pas être.

Mais comment ne pas rappeler tout d'abord que cette impression d'un changement intervenu dans la structure et l'esprit du parti communiste a été ressentie par des quantités de gens à chaque fois que le P.C.F. a accompli ce qu'on appelle « un tournant », et qu'à chaque fois ceux qui s'y sont laissé prendre ont trouvé des explications sociologiques de la métamorphose qu'ils croyaient voir. A supposer que « cette fois ce soit la bonne », comme on dit familièrement, il est politiquement d'élémentaire prudence, il est scientifiquement de bonne méthode, de commencer par se demander si l'on ne se trouve pas devant un tournant tactique d'un type à peine nouveau.

S'il a étudié ces événements ailleurs que dans le livre, pitoyable, de M. Jacques Fauvet, M. Duverger doit avoir eu connaissance de la stupeur qui frappa les militants socialistes quand, à la fin du printemps 1934, le parti communiste fit à la S.F.I.O. des propositions d'action commune qui n'étaient pas conçues de façon à forcer le refus, de leur stupeur plus grande encore quand, en mai 1935, après le fameux communiqué Laval-Staline, ils virent ces anti-militaristes de toujours (voir la chronique des g. d. v.), les antipatriotes traditionnels (« *les prolétaires n'ont pas de patrie* »), ceux qui, la veille encore, par la bouche de Maurice Thorez, proclamaient la nécessité du défaitisme révolutionnaire et de l'insurrection même en cas d'agression hitlérienne, jeter par dessus bord, en quelques jours, l'antimilitarisme, l'antipatriotisme, « *l'insurrection plutôt que la guerre* », « *l'ennemi est dans notre propre pays* », et en venir bientôt aux tirades des plus chauvines, à « *reprendre* » la *Marseillaise*, le drapeau tricolore, Rouget de l'Isle, Jeanne d'Arc, à parler de « *l'armée républicaine* », à saluer « *Monsieur le général Weygand* »...

Il n'était pas besoin, semble-t-il, d'une oreille très exercée pour trouver bien criards les accents que les communistes tiraient du « clairon de Déroulède » (comme on disait alors) ni pour trouver que leurs proclamations républicaines sonnaient faux. Il n'empêche qu'on a cru à leur conversion. Il n'empêche qu'on a pris pour une transformation fondamentale du parti ce qui n'était qu'un moment tactique.

Qu'on se reporte au procès de Riom, ou même à ce petit livre (peut-être trop vanté) « *A l'échelle humaine* » que Léon Blum écrit dans sa prison. On verra que cet homme, dont l'intelligence n'était pas médiocre, qui, en 1920, avait fait du bolchevisme alors à peine connu encore, une analyse pertinente, perspicace, prophétique, et qui, insulté à peu près quotidiennement durant des années par les communistes, était, comme on dit, payé pour les connaître, croyait finalement que les mili-

tants et dirigeants du P.C.F. avaient retrouvé le chemin de la démocratie et du patriotisme.

On devait s'apercevoir, en août 1939 et dans les mois qui suivirent, que le P.C.F. n'avait rien oublié de ses conceptions originales et que « républicanisme » et patriotisme chauvin n'avaient été pour lui que des masques. Qui plus est, c'est sans doute dans ces années-là, où on le croyait gagné à la patrie et à la démocratie, que le parti communiste français fut le plus étroitement soumis à l'Union soviétique, que le nombre des « yeux de Moscou » présents à Paris fut sans doute le plus grand.

Il est vrai que ceux qui croyaient à la transformation du P.C.F. professaient également que l'U.R.S.S. aussi avait changé. Et c'était alors le temps de la « grande purge ».

Les mêmes illusions revinrent, plus répandues encore, entre 1941 et 1947. On oublia, on voulut oublier, l'intermède d'août 1939 à juin 1941, et ceux qui osaient s'en souvenir et le rappeler se voyaient traiter en suspects. Il était admis que le Parti communiste était un parti républicain national, le grand parti populaire qui avait jusqu'alors manqué à la République, au nationalisme jacobin, au socialisme, et il fallut toute l'autorité de Léon Blum pour empêcher le Parti socialiste de suivre MM. Guy Mollet et Jules Moch et de réaliser avec le P.C.F. l'« unité organique » que les communistes réclamaient et que leurs camarades réalisaient au même moment en Pologne, en Allemagne soviétique, dans la plupart des démocraties populaires.

1947 et la fondation du Komintern devaient une nouvelle fois balayer ces illusions, mais, à la facilité avec laquelle elles renaissent, on voit bien que l'*intelligentsia* politique française ne parvient pas à admettre que le Parti communiste n'est pas un parti comme les autres, et qu'il n'est pas du tout promis à l'évolution que tant d'autres ont connue à l'extrême gauche, de l'intransigeance doctrinaire du révolutionnaire fanatique au latitudinarisme idéologique d'un parti gouvernemental.

Or, depuis les origines du bolchevisme (et c'est d'ailleurs là l'apport fondamental de Lénine, l'essence même du bolchevisme, du léninisme), le « parti » (non seulement le parti communiste français, mais tous les partis communistes, toutes les sections de l'Internationale et l'Internationale elle-même) *le parti a été conçu, constitué, construit pour ne pas subir cette évolution.*

A chacun de ses « tournants », le parti connaît des transformations qui, de l'extérieur, peuvent sembler d'importance. En 1935-1936 et en 1944-1946, il a vu venir à lui en foule non seulement des électeurs, mais des adhérents qui n'étaient nullement des bolchéviks, qui venaient séduits par le masque sous lequel le parti dérobaient momentanément ses traits véritables. Ils étaient en tel nombre que la substance du parti, *normalement*, aurait dû être changée, — ce qui était arrivé au Parti socialiste au lendemain de la Grande Guerre, ce qui arriva à la C.G.T. en 1935 et 1936, puis en 1945-1946. Mais la structure qui fut donnée au parti communiste permet à son « appareil »,

à son « noyau fondamental », de demeurer impavide au milieu de cet envahissement. Elle permet à son état-major, pour reprendre un mot connu, de ne pas suivre ses troupes.

Certes, lors de ces tournants, il arrive que l'appareil soit entamé, que des militants s'en aillent, ou bien parce qu'ils n'admettent pas la nouvelle politique (tout en connaissant son caractère tactique et provisoire) ou bien — c'est peut-être le cas le plus fréquent — parce qu'ils en prennent prétexte pour consommer une rupture à laquelle ils étaient déjà décidés. Mais jusqu'à présent, même lorsqu'elles furent massives comme en 1939, jamais ces défections n'ont ébranlé l'appareil du Parti pour la raison majeure que cet appareil est tenu, maintenu de l'extérieur, à partir d'un centre qui demeure insensible aux troubles qui se manifestent dans cet appareil, comme cet appareil demeure lui-même insensible aux troubles qui se font jour dans les effectifs qu'il encadre, inaccessible à la contagion. A travers ces vicissitudes qui auraient entraîné pour tant d'autres de profondes métamorphoses, le Parti communiste est demeuré pareil à lui-même dans sa substance profonde, fondamentalement immuable.

Est-ce qu'il en serait autrement aujourd'hui ? Est-ce que cette fois le parti serait atteint dans sa charpente, dans son squelette, dans son âme ?

★★

M. Duverger répondrait sans doute par l'affirmative, mais il n'est pas très sûr qu'il ait jamais accordé toute l'importance qui convient à l'originalité profonde de la structure du parti communiste, à la distinction fondamentale entre l'appareil (qui est vraiment le Parti) et l'ensemble que l'on prend de l'extérieur pour le Parti. En tout cas, l'explication qu'il donne passe à côté de la cible, et deux fois plutôt qu'une.

Ne cherchons pas à vérifier si la classe ouvrière d'entre les deux guerres était vraiment révolutionnaire, encore qu'il ne soit pas inutile de constater qu'elle n'a pas fait la révolution et qu'elle ne s'est ébranlée en masses profondes, en 1936, qu'à un moment où précisément les méthodes préconisées n'étaient pas vraiment révolutionnaires au sens étroit du terme, où la révolution semblait devoir se faire « par la loi » — comme on dira dix ans plus tard —, où l'on pouvait presque parler de révolution « en dentelles », de révolution « en gants gris perle », comme disait Léon Daudet parlant de Léon Blum.

La première erreur de M. Duverger est de croire que l'originalité du parti communiste est d'être « révolutionnaire », de préparer « une transformation brutale » de la société. Les bolchéviks veulent le pouvoir, mais ils ne répugnent pas à le prendre par la ruse plutôt que par la force. C'est par la manœuvre, la ruse, le mensonge, que les communistes français ont pris le pouvoir dans la C.G.T.. Ils seraient tout heureux et tout aises d'en faire autant au niveau de l'Etat. C'est ce qu'ils ont tenté, d'ailleurs, sinon en 1935-1937, du moins en 1945-1947. C'est ce que tentent aujourd'hui leurs camarades grecs, leurs camarades italiens.

On peut concéder à M. Duverger qu'il a entraîné longtemps des lambeaux de romantisme révolutionnaire dans le Parti communiste français (Marty, tout en étant le policier du parti, demeurait en son fond un blanquiste), mais c'étaient là des survivances. Mao Tsé-toung a beau le nier (après avoir soutenu le contraire, au temps où on le présentait comme le théoricien de la « nouvelle démocratie »), le léninisme ne répugne nullement à « la voie non-violente », à « la voie légale », à « la voie parlementaire »... Si on les a condamnés jadis en son nom, c'est qu'on n'avait pas encore compris qu'on pouvait en faire un usage conforme à son esprit, un usage qui vide le système parlementaire de son idée propre et n'entame en rien le génie particulier du bolchevisme. La transformation à laquelle on assiste, dans la mesure où il y a transformation, se situe donc au niveau de la tactique : elle ne ressemble en rien à celle qu'a connue le socialisme traditionnel, depuis les temps où il était insurrectionnaliste.

★★

La seconde erreur de M. Duverger est de croire que le Parti Communiste a partie liée avec la classe ouvrière et que, comme « *il n'a guère de possibilité de ramener la classe ouvrière française à l'idée de révolution* », il faudra que l'inverse se produise et que ce soit lui qui s'adapte à l'esprit nouveau des ouvriers français.

Qu'il y ait adaptation en matière de tactique, on peut aisément l'admettre, mais les choses ne vont pas plus loin. Tout en se proclamant le parti de la classe ouvrière, le Parti communiste n'a jamais cessé de dire qu'il en était l'avant-garde, ce qui signifie qu'il n'entend point en recevoir son impulsion, ni lui obéir, encore moins la suivre. Lénine enseignait déjà en 1902 que, par son propre mouvement, la classe ouvrière ne pouvait aboutir qu'au trade-unionisme, c'est-à-dire, en définitive, à l'aménagement de la société capitaliste, et que le parti, porteur véritable de l'idée socialiste, de l'idée ouvrière, devait garder son indépendance à l'égard de la classe ouvrière, y compris la classe ouvrière organisée, pour maintenir pure et intacte l'idée socialiste. Tout le bolchevisme part de là. Mais, dès le moment où le Parti considère que la classe ouvrière ne connaît pas le chemin du socialisme, qu'elle ne peut le trouver d'elle-même, il tend à ne voir plus en elle qu'une masse de manœuvre, puis, dans un autre stade d'« enrichissement » de la théorie marxiste-léniniste, à concevoir que la révolution peut être accomplie, c'est-à-dire le parti porté au pouvoir, par l'utilisation de tout ce qui peut l'être dans ce sens, tout ce qui peut permettre de mobiliser les masses, le pacifisme, le nationalisme, la réforme agraire. La liaison, dont on fait honneur (un peu abusivement) à Marx, entre l'idée socialiste et le mouvement ouvrier a été pratiquement rompue par Lénine dès 1902 et sa brochure « *Que faire ?* », quand l'accent a été mis sur la nécessité de constituer une « organisation de révolutionnaires professionnels » distincte du mouvement ouvrier proprement dit, en contact assez intime avec lui pour l'o-

rienter, pour le gouverner, pour le dominer, mais sans rien perdre de son indépendance, de son autonomie. On a pu penser longtemps le contraire, les bolcheviks eux-mêmes ont pu longtemps croire qu'ils étaient plus « ouvriéristes », qu'ils étaient plus proches, fondamentalement, de la classe ouvrière non seulement que les sociaux démocrates, mais que les syndicalistes. La scission en réalité était déjà accomplie, et si Mao Tsé-toung n'est peut-être pas fidèle à la lettre du premier « léninisme », il demeure imbu de son esprit quand il cherche des substituts à la classe ouvrière en tant que « moteur de l'histoire », d'autres sources d'énergie révolutionnaire que le « prolétariat » industriel.

Les communistes français ne sont pas près de renoncer à être « le parti de la classe ouvrière », ne serait-ce que parce qu'une classe ouvrière qui « s'embourgeoise » n'est pas pour autant sans mécontentements ni revendications, tout au contraire. Mais il est clair qu'eux aussi ont cherché, cherchent ailleurs des appuis. Ils n'ont pas réussi à capter le mouvement paysan, mais ils n'y ont pas renoncé, et ils ont étendu leur influence dans les milieux intellectuels, entrepris la conquête des « cadres » de l'industrie et du commerce.

Répetons-le : du fait qu'ils s'adressent à d'autres classes sociales, les communistes peuvent être entraînés à modifier leur tactique, leurs méthodes d'action, dans une certaine mesure les moins importantes de leurs structures (leur discussion récente sur la double appartenance des adhérents à une cellule d'entreprise et à une cellule locale est de ce point de vue significative) : cela n'entraîne pas nécessairement une transformation de la nature profonde du parti, dans son esprit et dans ses buts. En apparence, cette affirmation est contraire au matérialisme que professent les communistes, puisque pour eux la superstructure idéologique dépend de l'infrastructure économique et sociale. Mais la structure du parti et ses méthodes d'organisation d'action ont été précisément conçues (il faut constamment s'en souvenir) pour empêcher ce phénomène, pour soustraire la « superstructure idéologique et institutionnelle » du parti aux influences de sa « base », de son infrastructure.

Rien, n'est encore intervenu que l'on sache, qui permette de penser que le Parti communiste français soit désormais soumis à l'influence de sa base et de sa clientèle.

On pourra parler de transformation du Parti communiste français quand il sera possible de répondre par la négative aux questions suivantes :

Le Parti communiste français a-t-il cessé de se concevoir et d'agir comme une section du Mouvement communiste international dont « l'avant-garde » est le Parti communiste de l'Union soviétique, son Comité central et son Politbureau ?

Le Parti communiste français a-t-il cessé de pratiquer le centralisme démocratique grâce auquel il soumet étroitement sa « base » et ses « cadres moyens » à son sommet et se sous-

trait aux influences extérieures, en particulier à celle de ses troupes ?

Le Parti communiste français a-t-il cessé de vouloir s'emparer du pouvoir, par la force ou la ruse, non pour gérer l'Etat et la nation conformément à leurs traditions, à leur histoire, au désir des différentes familles spirituelles et matérielles qui constituent la société française, mais pour donner à cette société une figure conforme à l'utopie collectiviste, conçue comme la forme suprême que doivent revêtir toutes les sociétés humaines ?

Le Parti communiste français a-t-il cessé de concevoir tous les autres groupements et formations politiques ou autres, non pas même comme des adversaires ou des rivaux, mais comme des résidus historiques qui doivent nécessairement disparaître, et contre qui tout est permis, aussi bien quand on s'allie avec eux que lorsqu'on les combat ?

Le Parti communiste français a-t-il cessé de concevoir les individus humains comme de simples reflets des formes sociales, à qui l'organisation qui détient la vérité « scientifique » pourra infliger tous les traitements qui seront jugés nécessaires pour leur donner la psychologie que réclame le fonctionnement de la société collectiviste ?

A ces questions, une seule réponse aujourd'hui est possible : c'est une réponse négative. Le Parti, en son fond, n'a pas changé.

Ne parlons donc pas d'évolution : le mot convient mal et même ne convient aucunement à un parti communiste. Ce qui est vrai (mais M. Duverger n'en dit mot), c'est que tout permet de déceler, non pas les prodromes d'une crise (car il n'est pas certain que la crise éclate), mais une situation propice à une crise dans le Parti communiste français.

Il ne fait de doute pour personne que le problème de la succession de Maurice Thorez n'est pas réglé. Il n'y a pas à proprement parler vacance du pouvoir, mais tout le monde a le sentiment que Waldeck Rochet n'est secrétaire général qu'à titre intérimaire. Ou il affirmera son autorité, ou il devra laisser la place. S'il se maintient, s'il dure, c'est avant tout parce que tous les dirigeants craignent l'éclatement d'une crise interne, même ceux qui aspirent à prendre la place qu'il occupe. Autant qu'on sache, il n'existe pas encore de groupes cristallisés au sein du Bureau politique, mais il suffit d'un accident pour que les rivalités, les hostilités, les ambitions et les préférences se manifestent, se concrétisent, et, bien entendu, si elles viennent à le faire, la crise prendra toutes les apparences d'un conflit idéologique.

En d'autres temps, un tel problème aurait trouvé sa solution sans mettre en péril l'homogénéité de la direction et de l'appareil du parti, parce qu'il aurait été réglé, pour l'essentiel, du dehors.

Le drame, pour les communistes français, c'est que le problème se pose à un moment où le Mouvement Communiste International traverse lui-même une crise grave. D'ores et déjà,

Les débuts de la guerre d'Algérie et l' " Histoire du Parti communiste français "

DANS les « Cahiers du Communisme » d'octobre 1964, Jacques Arnault s'en prend aux *Temps Modernes*, dont le numéro d'août-septembre contenait, sous le titre « *Les occasions perdues* », un extrait d'un ouvrage de Saverio Tuttino, qui fut correspondant à Paris du journal *l'Unita*.

Selon Arnault, Tuttino reprendrait sans la vérifier l'argumentation de la « petite gauche », selon laquelle le P.C.F. aurait vécu « sur le vieux schéma qui renvoie la libération des peuples opprimés au moment où la classe ouvrière prend le pouvoir dans le pays oppresseur » (p. 337). En particulier, Tuttino écrit (p. 335) : « *Les communistes... craignirent durant un certain temps que l'insurrection algérienne du 1^{er} novembre ne fût l'œuvre de provocateurs : c'est ainsi en tout cas que s'exprima le Bureau politique du P.C.F. dans un document daté du 8 novembre 1954* ».

Arnault s'insurge contre cette affirmation, et il cite en entier le texte du 8 novembre.

« *De ce long texte* », écrit-il, « *Tuttino ne retient que les six lignes qui l'arrangent, et encore en les déformant. Celles où le Parti Communiste Français rappelle la position léniniste sur les « actes individuels » et l'expérience déjà longue des méthodes de répression des mouvements coloniaux* ».

Les lignes en question sont les suivantes :

« *En de telles circonstances, fidèle à l'enseignement de Lénine, le Parti communiste français, qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le*

jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression et pour la défense de ses droits. »

Arnault a beau assurer que dans ce texte le Parti communiste « *sur le fond* » prend parti sans ambiguïté pour le peuple algérien, qu'il « *qualifie d'opérations de guerre la répression menée contre lui* », qu'il « *ne cède pas au tapage colonialiste* » : il ne peut pas ne pas sentir lui-même que, le 8 novembre 1954, les dirigeants communistes français opposaient à ce qui venait de se produire en Algérie les actions de masse de type classique, le contraire de la guérilla et du terrorisme. Il connaît trop le style, le vocabulaire, les usages verbaux qui sont ceux des communistes de tous les pays pour ne pas comprendre la signification du texte qu'il cite.

Il n'est besoin de rien d'autre que ces six lignes pour être certain que les dirigeants communistes français (les dirigeants communistes algériens également, mais ils comptaient pour si peu !) furent surpris par la flambée terroriste du 1^{er} novembre 1954, et que leur première réaction fut d'hostilité à l'égard d'un mouvement auquel ils n'étaient pas mêlés et dont les méthodes ne leur disaient rien qui vaille.

Il est vraisemblable qu'ils n'ont pas cru à une provocation, mais ils ont suggéré que ce pouvait être quelque chose de ce genre, car il est de pratique constante, dans les partis communistes, de jeter la suspicion sur tout mouvement

il existe deux pôles d'attraction Moscou et Pékin, sans parler de pôles d'attraction secondaires. Jusqu'à présent, nul parmi les dirigeants ne songe à quêter l'aide chinoise. Mais il est de fait que l'autorité des Soviétiques s'est affaiblie, à la suite du conflit sino-soviétique, à la suite aussi de ces révisions doctrinales pratiques auxquelles la nécessité a contraint les responsables de l'économie de l'U.R.S.S. Il se peut aussi que la main de Moscou soit aujourd'hui moins ferme, par suite notamment d'une connaissance moins grande du personnel international.

La rencontre de la crise propre du P.C.F. et de la crise de l'Internationale confère à la première un caractère de gravité qu'elle n'aurait pas sans cela. Les divergences personnelles ou politiques qui risquent d'éclater dans le collège directeur du P.C.F., pourraient fort bien, du fait de cette rencontre, se transformer de telle sorte qu'elles deviendraient le prolongement, dans le parti français, des dissensions existants à l'échelle internationale, soit du grand différend sino-soviétique, soit de différends

moins comme ceux qui tournent autour de l'idée de polycentrisme. Au cas où cette interférence se produirait, ce qui n'est aucunement certain, le P.C.F. connaîtrait des risques d'éclatement.

Répetons-le. Cela n'est nullement certain et l'on est même en droit de tenir cette éventualité pour la plus improbable. Ce qui est essentiel, c'est de se rendre compte que le problème de l'« *évolution* » ou de la « *transformation* » du Parti communiste français, comme de tout autre parti communiste solidement, et si l'on peut dire, régulièrement constitué, se situe à ce niveau-là, non à celui des alliances avec l'un et l'autre, de la tactique, au niveau des mouvements d'effectifs.

Or, à ce niveau-là, la prévision n'est pas concevable, tant il intervient dans l'enchaînement des événements de facteurs accidentels. Ici, l'histoire reprend ses droits sur la sociologie.

CLAUDE HARMEL.

révolutionnaire qui échappe à leur contrôle sur tout concurrent en matière de révolution.

Si l'on veut une preuve supplémentaire de l'exactitude de l'interprétation ici proposée de la déclaration du 8 novembre 1954, qu'on se reporte à l'« Histoire du Parti Communiste Français (manuel) » que vient de publier la direction du

Parti. Il y est question, pages 572, 573 et 574 de la déclaration du 8 novembre. Le texte en est tantôt résumé ou démarqué, tantôt cité intégralement. Un seul paragraphe n'est ni cité, ni démarqué, ni résumé : c'est précisément celui où sont condamnés les « actes individuels ».

Cette omission n'est-elle pas démonstrative ?
C. H.

Il nous paraît utile de donner ici, en parallèle, le texte complet de la déclaration du 8 novembre 1954, reproduit d'après les « Cahiers du Communisme » de novembre-décembre 1954, pages 1406-7, et les pages 572-574 de l'« Histoire du Parti Communiste Français (manuel) ».

On pourra vérifier ainsi la suppression (signalée dans la note ci-dessus) de la phrase jugée aujourd'hui, à juste titre, compromettante. On verra ainsi comment a travaillé la Commission d'histoire auprès du Comité Central : elle s'est contentée, dans la plupart des cas, de transposer les textes officiels, sans même pousser l'audace jusqu'à les paraphraser.

(Les passages en italique sont ceux où il existe une différence d'un texte à l'autre).

I

DÉCLARATION DU 8 NOVEMBRE 1954

(Cahiers du Communisme, 1954 - n° 11-12, pages 1406-7.)

La situation devient chaque jour plus sérieuse en Algérie. Plusieurs régions sont mises en état de siège, des villages entiers sont ratissés, des organisations dissoutes, des centaines d'hommes emprisonnés, des journaux démocratiques saisis ou suspendus. Les colonialistes et la presse à leur service poussent une répression sans cesse accrue. *Une telle situation préoccupe à juste titre la classe ouvrière et l'ensemble des Français.*

Le parti communiste français souligne que les événements qui se déroulent actuellement en Algérie résultent essentiellement du refus opposé par les gouvernants français aux revendications nationales de l'immense majorité des Algériens, ce refus s'ajoutant à une misère généralisée et croissante, conséquence du régime colonial qui sévit dans ce pays.

En prétendant nier l'existence en Algérie de problèmes politiques de caractère national, en s'obstinant à camoufler le régime colonial sous le vocable de « trois départements français », le gouvernement tourne le dos à la réalité algérienne et notamment à la volonté de tout un peuple de vivre libre et de gérer démocratiquement ses propres affaires.

Le Parti communiste français dénonce les mesures de violence prises pour tenter de briser le mouvement national algérien, qu'il s'agisse de véritables opérations de guerre actuellement en cours ou de la dissolution arbitraire du Mouvement pour le triomphe des libertés démocratiques, prétexte à une répression encore accentuée. La politique de force pratiquée par le gouvernement

(Suite page 7, 1^{re} colonne)

II

HISTOIRE DU P. C. F. (manuel)

(Paris — 1964, pp. 572-574)

Le 8 novembre, à l'issue de sa première réunion tenue après les événements qui marquent le début de la guerre d'Algérie, le Bureau politique publie une déclaration.

La situation devient chaque jour plus sérieuse en Algérie. Des régions sont mises en état de siège, des villages entiers sont « ratissés », des organisations dissoutes, des centaines d'hommes emprisonnés, des journaux démocratiques saisis ou suspendus, pendant que les colonialistes poussent à une répression sans cesse accrue.

Les événements qui se déroulent en Algérie résultent pour l'essentiel du refus opposé par les gouvernements français aux revendications nationales de l'immense majorité des Algériens.

« En prétendant nier l'existence en Algérie de problèmes politiques de caractère national, en s'obstinant à camoufler le régime colonial sous le vocable de « trois départements français », le gouvernement tourne le dos à la réalité algérienne et notamment à la volonté de tout un peuple de vivre libre et de gérer démocratiquement ses propres affaires. » (a)

Le Parti dénonce les mesures de violence adoptées pour briser le mouvement national algérien. La politique de force pratiquée par le gouvernement ne peut pas davantage résoudre les problèmes qui se posent en Algérie qu'elle n'a résolu ceux qui se posaient en Indochine, en Tunisie et au Maroc. Une telle politique ne peut qu'aggraver la situation.

a) Déclaration du parti communiste français, 8-11-1954.

(Suite page 7, 2^e colonne)

ne résoudra pas davantage les problèmes qui se posent en Algérie qu'elle n'a résolu ceux qui se sont trouvés posés en Indochine, en Tunisie et au Maroc ; ainsi qu'il en a été dans ces divers pays, une telle politique ne peut qu'aggraver la situation et rendre les problèmes encore plus difficiles à régler.

En de telles circonstances, fidèle à l'enseignement de Lénine, le P.C.F., qui ne saurait approuver le recours à des actes individuels susceptibles de faire le jeu des pires colonialistes, si même ils n'étaient pas fomentés par eux, assure le peuple algérien de la solidarité de la classe ouvrière française dans sa lutte de masse contre la répression pour la défense de ses droits.

Il demande aux travailleurs, à tous les démocrates, de manifester leur solidarité agissante à l'égard des centaines de milliers de travailleurs algériens obligés de s'exiler en France parce que les conditions du colonialisme les empêchent de vivre dignement, eux et leurs familles, dans leur propre pays.

Les travailleurs, les démocrates, les patriotes français s'opposeront d'autant plus vigoureusement à la politique féroce colonialiste pratiquée en Algérie et dans toute l'Afrique du Nord qu'elle est étroitement liée à la politique de renaissance du militarisme allemand. Elle tend, en effet, à faciliter l'implantation de l'impérialisme germanique sur le sol africain, suivant les projets d'industries franco-allemandes en Afrique du Nord et au Sahara » annoncées par le Président du Conseil. Elle en est, par cela même, plus néfaste encore et plus contraire à l'intérêt français et à la cause de la paix. (1)

Le P.C.F. déclare avec force que la seule voie permettant de mettre un terme à la situation présente consiste :

- 1) A arrêter immédiatement la répression et à ramener en France les troupes et les forces de police acheminées en Algérie depuis trois mois ;
- 2) A reconnaître le bien fondé des revendications à la liberté du peuple algérien ;
- 3) A discuter de ces revendications avec les représentants qualifiés de l'ensemble de l'opinion publique algérienne ; délégués de tous les partis et mouvements nationaux, délégués des organisations démocratiques, professionnelles et culturelles, personnalités.

C'est là le seul moyen d'avancer vers une solution démocratique des problèmes qui se posent en Algérie ; une solution conforme à la volonté ou à l'intérêt de l'ensemble des hommes et des femmes vivant en Algérie, mis à part une poignée de profiteurs de la colonisation ; une solution assurant la défense des intérêts de la France, ceux-ci ne pouvant être vraiment garantis que si les relations entre les peuples algérien et français se situent dans un climat d'amitié et de confiance réciproque.

Le P.C.F. est ainsi, une fois de plus, l'interprète de l'internationalisme des travailleurs, inséparable de l'intérêt national.

Le Parti Communiste Français
8 novembre 1954

Le Parti demande aux travailleurs français de manifester leur solidarité agissante envers les centaines de milliers de travailleurs d'Afrique du Nord, principalement algériens, obligés de s'exiler et d'immigrer en France à cause de la misère. Il appelle les démocrates et les patriotes français à s'opposer d'autant plus à la politique colonialiste pratiquée en Algérie qu'elle tend à faciliter l'implantation des grandes sociétés allemandes sur le sol africain suivant les projets d'industries franco-allemandes en Afrique du Nord et au Sahara » dont Pierre Mendès-France avait annoncé la création. (1)

« Le Parti Communiste français déclare avec force que la seule voie permettant de mettre un terme à la situation présente consiste :

- 1) à arrêter immédiatement la répression et à ramener en France les troupes et les forces de police acheminées en Algérie depuis trois mois ;
- 2) à reconnaître le bien-fondé des revendications à la liberté du peuple algérien ;
- 3) à discuter de ces revendications avec les représentants qualifiés de l'ensemble de l'opinion publique algérienne ; délégués de tous les partis et mouvements nationaux, délégués des organisations démocratiques, professionnelles et culturelles, personnalités.

C'est là le seul moyen d'avancer vers une solution démocratique des problèmes qui se posent en Algérie, mis à part une poignée de profiteurs de la colonisation ; une solution assurant la défense des intérêts de la France, ceux-ci ne pouvant être vraiment garantis que si les relations entre les peuples algérien et français se situent dans un climat d'amitié et de confiance réciproques.

Le parti communiste français est ainsi, une fois de plus, l'interprète de l'internationalisme des travailleurs, inséparable de l'intérêt national. » (b)

b) *ibid.*

(1) Cette allusion du « danger allemand » est très caractéristique à la fois des méthodes communistes et du peu d'importance qu'attachait la direction du P.C.F. aux événements dont l'Algérie venait d'être le théâtre.

La « ligne du parti » exigeait alors que tout l'effort fût porté contre la C.E.D. et le réarmement allemand. Tout devait donc servir à cette fin, être interprété dans ce sens, y compris l'insurrection algérienne.

Un tableau de la nouvelle Internationale « marxiste-léniniste »

LA *Voix du Peuple* qui se donne comme l'« hebdomadaire des communistes de Belgique », et dont le directeur politique est Jacques Grippa, secrétaire du Parti Communiste (pro-chinois) de Belgique a publié le 25 décembre 1964, sur deux pages, un bilan de l'année qui s'achevait : « Victoires sur tous les fronts de la lutte des peuples contre l'impérialisme ».

Le dernier chapitre de ce bilan est intitulé : « Renforcement des partis et organisations marxistes-léninistes ». L'auteur y dresse la liste des organisations communistes qui luttent contre le « révisionnisme » et le « Khrouchtchevisme » et se tiennent fermes sur les positions marxistes-léninistes, bref, des organisations qui se réclament de Pékin plus que de Moscou, et qui, pour la plupart, reçoivent des communistes chinois un soutien moral et matériel.

On a ainsi une espèce de dénombrement des forces dont dispose la nouvelle Internationale communiste, l'Internationale de Pékin — mais un dénombrement qu'on doit bien se garder, on verra plus loin pourquoi, de tenir pour l'expression exacte de la réalité.

★★

« Dans notre pays où existe un parti communiste, marxiste-léniniste, les travailleurs de Flandre, de Wallonie et de Bruxelles manifestent de plus en plus leur opposition à la sale guerre coloniale menée contre le peuple congolais par le gouvernement Lefèvre-Spaak aux ordres de Washington.

« Un des grands motifs d'optimisme, que nous fournit l'année écoulée, ce sont, précisément, les progrès accomplis dans la lutte contre le révisionnisme, l'action énergique des partis prolétariens, des partis communistes, pour le triomphe des idées du marxisme-léninisme.

« Nous nous contenterons d'énumérer quelques-uns des succès remportés dans cette lutte par nos camarades marxistes-léninistes, en saluant tout particulièrement les glorieux partis de Chine, d'Albanie, de Corée, du Viet-nam, qui portent haut le drapeau du marxisme-léninisme.

ASIE

« Le P.C. japonais s'est renforcé en se débarrassant de ses éléments révisionnistes, scissionnistes, Shiga, Suzuki et leurs acolytes et en dirigeant de vastes mouvements de masse contre l'impérialisme américain.

« Le P.C. d'Indonésie, victime de manœuvres analogues, les a rapidement percées à jour et accompli glorieusement sa tâche.

« En Inde, la clique scissionniste de Dange s'isole chaque jour davantage et les communistes qui ne veulent plus de ce collaborateur de l'impérialisme et de ses acolytes se sont regroupés en Parti.

« Le P.C. birman mène depuis plus de 20 ans une lutte anti-impérialiste conséquente.

« Le P.C. de Ceylan s'est donné une nouvelle direction au début de l'année et a entamé la lutte au sein du parti contre les liquidateurs révisionnistes.

AMÉRIQUE LATINE

« A Cuba, le Parti uni de la Révolution Socialiste dirige l'édification socialiste, la lutte contre les intrigues, les menaces et les agressions de l'impérialisme yankee et de ses laquais.

« Les marxistes - léninistes argentins ont créé leur organe « El Obrero » en janvier.

« Le P.C. du Brésil qui s'est reconstitué l'année passée sur la base du marxisme-léninisme est entré dans la clandestinité et mène une âpre lutte contre la dictature fasciste issue du coup d'état du 1^{er} avril.

« Au sein des P.C. de Bolivie, du Chili, de Colombie, la lutte est extrêmement dure contre les éléments révisionnistes tombés à un tel degré de dégénérescence qu'ils n'hésitent pas à dénigrer les vrais communistes aux forces de répression. Les marxistes-léninistes de Colombie se sont regroupés et ont reconstruit leur organisation d'avant-garde.

« Le P.C. péruvien a expulsé les scissionnistes-révionnistes de ses rangs, en janvier.

« Au Vénézuéla, le P.C. participe à la lutte armée.

EUROPE OCCIDENTALE

« Partout se créent des groupes marxistes-léninistes éditant des publications périodiques.

« Des groupes marxistes-léninistes existent dans plusieurs villes de France et éditent des bulletins.

« Les marxistes-léninistes de Grande-Bretagne publient le périodique « Vanguard » depuis janvier.

« En mars, ce fut au tour de nos camarades italiens de lancer leur mensuel « Nuova Unità ».

« Les marxistes-léninistes de Suisse, groupés autour du Centre Lénine, publient en mai le premier numéro de leur mensuel « Octobre » qui est devenu trilingue en automne.

« Les marxistes-léninistes autrichiens font connaître leur position dans la « Rote Fahne » ; nos camarades hollandais publient un périodique et des brochures doctrinales et les Danois éditent un bulletin.

« Nos camarades Yougoslaves, dont le mérite est tout particulier, ont tenu, cette année 1964, une réunion particulièrement importante dont est issu un document que nous avons publié en supplément au n° 46 de la « Voix du Peuple » du 13 novembre 1964.

« Les communistes grecs réfugiés en U.R.S.S. et dans d'autres pays socialistes où sévit le révisionnisme, quoique faisant l'objet d'une dure répression, refusent de trahir la cause de la révolution grecque et affirment courageusement leur fidélité au marxisme-léninisme.

« Les nombreux groupes marxistes-léninistes existant en Espagne s'unifient afin de reconstituer le P.C. sur la base du marxisme-léninisme.

« Les marxismes-léninistes portugais luttant également dans des conditions d'une féroce répression, éditent un périodique.

AUSTRALIE

« Les marxistes-léninistes australiens ont annoncé la formation du P.C.A. (M-L) en avril, le Parti communiste australien (M.L) édite un périodique « Vanguard ».

« Enfin, le P.C. de Nouvelle-Zélande s'est toujours fermement maintenu sur des positions marxistes-léninistes.

« Au Canada, aux Etats-Unis même, dans de nombreux autres pays, les marxistes-léninistes publient des brochures, des périodiques. »

★ ★

En bons « marxistes-léninistes », les auteurs de ce tableau ont usé des méthodes déjà en vigueur au temps du Komintern pour donner plus de volume aux forces communistes. Il était de coutume alors de gonfler les effectifs des organisations, et de mettre sur le même pied en les énumérant comme si elles étaient d'égale importance des organisations solides et d'autres dont l'existence était presque fictive.

Notre auteur, qui a dû puiser à de bonnes sources, procède de façon analogue. Il gonfle artificiellement le nombre des partis passés du côté des Chinois. Certains de ceux qu'il nomme ne se sont nullement déclarés pour les Chinois : tel est le cas du parti vénézuélien et du parti cubain qui suivent une ligne « neutraliste » dans le conflit sino-soviétique, et qui n'ont aucunement rompu avec Moscou.

D'autre part, il présente comme des « partis » des fractions dissidentes ayant rompu avec le parti dont la majorité est demeurée fidèle à Moscou. C'est le cas tout d'abord du P.C. de Belgique dont la *Voix du Peuple* est l'organe. C'est aussi le cas des « partis

Tous les renseignements contenus dans EST et OUEST sont publiés en vue de leur diffusion. Nous ne voyons que des avantages à ce que les membres de notre Association utilisent de la manière la plus large la documentation que nous leur fournissons. La reproduction de nos études, documents et informations est libre. Il n'y a aucun droit d'auteur. Toutefois nous serions reconnaissants aux utilisateurs de nos textes de bien vouloir nous en aviser ou mieux de nous envoyer les publications justificatives. D'autre part, nous sommes à la disposition des membres de l'Association pour tous renseignements particuliers dont ils pourraient avoir besoin. Adresser la correspondance à EST et OUEST, 86, boulevard Haussmann, Paris (8°).

communistes » d'Australie, du Pérou, de Ceylan, du Brésil et de l'Inde. Seuls peut-être les dissidents indiens forment une organisation qui, par son importance, peut prétendre rivaliser avec la fraction pro-soviétique et prétendre continuer l'ancien parti.

Autre procédé : affirmer l'existence de groupes pro-chinois dont on ne connaît absolument rien, sauf des textes anonymes qui peuvent avoir été forgés par les propagandistes chinois. Tel est le cas du « groupe yougoslave » dont l'unique manifestation est un texte anonyme, publié sans indication de lieu, texte qui reprenait les anciennes attaques des « Kominformistes » contre Tito. Même là où des publications de ce type portent un nom ou deux, on ne saurait conclure à l'existence véritable d'un groupe : ainsi du groupe suisse, dont la force numérique peut être évaluée avec les doigts des deux mains.

Malgré cette boursoufflure, cette liste offre un réel intérêt.

Elle donne une idée de l'ampleur de l'effort fait par les Chinois pour recruter des partisans dans le monde entier. (L'auteur a même omis de mentionner les fractions pro-chinoises existant en Afrique, par exemple dans l'U.P.C. et le P.A.I.). Que des groupuscules disposent d'assez d'argent pour éditer des bulletins, voire des journaux, comme en Belgique, où les « marxistes-léninistes » disposent d'organes en deux langues, tirés à plus de dix mille exemplaires, dont deux cents à peine sont vendus, c'est bien la preuve que les Chinois ne regardent pas à la dépense et qu'ils n'hésitent pas à faire en pure perte les premières mises de fonds.

Ce gonflement artificiel des forces pro-chinoises témoigne du désir de montrer que « l'Internationale de Pékin » progresse sans cesse aux dépens de l'Internationale de Moscou.

Lénine n'a pas procédé autrement en 1919, quand il fonda la Troisième Internationale. L'appel qu'il lança pour le congrès de fondation énumérait trente neuf mouvements ; la liste officielle des organisations représentées au Congrès comportait elle-même trente cinq noms. Or, deux seulement de ces partis étaient régulièrement représentés : le P.C. bolchevik, bien entendu, et le P.C. allemand, qui n'avait d'ailleurs envoyé qu'un délégué, avec mandat impératif de voter contre. Tout le reste n'était que bluff.

En 1965, Mao Tsé-toung dispose de beaucoup plus de points d'appui que Lénine en 1919 pour le cas où il voudrait aller jusqu'à la fondation d'une nouvelle Internationale, détachée de Moscou. Il peut compter non seulement sur son propre parti, dont la puissance serait décisive, mais sur trois autres partis au pouvoir, ceux d'Albanie, de Corée du Nord et du Nord Viet-Nam (ce dernier un peu moins docile à Pékin que les deux autres). Il peut aussi compter sur plusieurs partis communistes du monde libre passés à peu près en entier au côté du P.C. Chinois : ceux du Japon, de l'Indonésie et de la Nouvelle-Zélande. Il peut également s'appuyer sur les partis, plus nombreux, créés à l'instigation des Chinois. Il peut enfin faire état de tous les groupuscules mentionnés plus haut. Au total, cela fait autant d'organisations que Lénine en alignait, et la proportion de ceux qui ont une consistance réelle est beaucoup plus forte.

Tactique "chinoise" et obédience soviétique :

L'exemple du Guatemala

Nous avons publié dans nos précédents numéros deux articles sur « les répercussions de la querelle sino-soviétique dans les Partis communistes d'Amérique latine ». Le premier a paru sous ce titre dans le n° 333, des 1^{er}-15 janvier 1965, le second dans le n° 335 des 1^{er}-15 février 1965. Ce troisième article — consacré au parti communiste du Guatemala — clot la série.

La querelle entre les Soviétiques et les Chinois dans le mouvement communiste international donne souvent lieu à une explication simpliste, en grande partie erronée et finalement favorable au camp prosoviétique. Cette schématisation consiste à dire que les partis communistes liés aux Soviétiques ont opté, d'une façon générale et définitive, pour la conquête pacifique et légale du pouvoir, alors que les partisans de Pékin ont choisi la violence et l'insurrection.

Nous avons déjà montré que la réalité dément souvent cette explication. Le meilleur exemple que nous pouvions citer était celui du PC d'Indonésie, le plus pro-chinois de tous les « partis-frères ». Par son utilisation méthodique de la voie dite pacifique et légale de la conquête du pouvoir, il devrait se trouver dans le camp pro-soviétique et pourtant il ne l'est pas. D'un autre côté, son obédience aux Chinois devrait l'inciter à recourir à l'action violente, alors qu'il suit au contraire une ligne absolument legaliste. (Bien entendu, cette politique ne l'empêche nullement de mener une politique extérieure belliciste, telle l'« unité d'action » avec Soekarno, contre la Malaysia).

Le mouvement communiste en Amérique latine fournit une image inverse de celle de l'Indonésie. Sur ce continent, plusieurs PC, bien que pro-soviétiques, utilisent les méthodes de lutte dites chinoises, c'est-à-dire la violence. C'est ainsi que lorsque le PC du Venezuela s'est engagé dans la lutte insurrectionnelle, la direction était encore entre les mains de l'équipe dans laquelle la tendance pro-soviétique prédominait. De même, quand le PC de Colombie décida de soutenir la lutte armée, sa direction n'en maintint pas moins son alignement sur Moscou.

Un autre exemple est celui de la République dominicaine. Lorsque les premières guérillas furent formées, en novembre 1963 — et bientôt presque totalement écrasées — le PC dominicain (Parti socialiste populaire) se solidarisa avec le « Mouvement révolutionnaire du 14 juin ». Enfin, lorsqu'en 1962-63, le mouvement terroriste et insurrectionnel se déclencha au Guatemala, le PC de ce pays (Parti guatémaltèque du travail) y adhéra et il continue encore aujourd'hui d'y participer activement. Or, ce parti a toujours fermement soutenu les Soviétiques dans leur querelle avec les Chinois.

En juillet 1963, au moment où la rencon-

tre bi-latérale sino-soviétique de Moscou se solda par un échec et où les Soviétiques demandèrent aux partis étrangers de les soutenir contre les Chinois, le Comité central du Parti guatémaltèque du travail approuva la résolution émise par sa Commission politique disant que ses conclusions relatives au problème du mouvement communiste international « coïncident avec celles du Parti communiste de l'Union soviétique et que par conséquent notre position en face de ces problèmes est identique à la sienne ». De son côté, le camp soviétique n'a cessé de prodiguer ses félicitations et d'accorder dans sa propagande une place importante à ce parti resté fidèle à « l'internationalisme prolétarien » selon la conception russe. La « Nouvelle Revue Internationale » a publié, en 1964, sept articles sur le Guatemala et son PC, alors qu'il n'y en eut que quatre sur le Brésil, (dont l'importance est beaucoup plus grande sous tous les rapports, sans même parler des événements de cette année), un seul sur le Chili, et pas un sur Cuba, son régime ni son parti.

Trois des plus hauts dirigeants du PC guatémaltèque ont eu l'honneur d'expliquer en détail à l'ensemble du mouvement communiste international, par l'intermédiaire de la revue de Prague précitée, la politique suivie par leur parti. Dans le premier article, signé Hugo Barrios Clee (« La Nouvelle Revue Internationale » n° 3, 1964) le problème du Guatemala était présenté, dès l'abord, comme partie intégrante du mouvement qui englobe l'ensemble du continent et tend vers un seul et unique but : la révolution : « Les forces patriotiques et progressistes des masses populaires de plus en plus larges cherchent une issue à la crise actuelle dans des transformations politiques et économiques radicales, — dans la révolution ». En ce qui concerne les moyens à utiliser pour aboutir au succès de cette révolution, l'auteur reconnaissait franchement que l'accord ne régnait pas en Amérique latine : « Ce n'est pas un secret qu'il existe des divergences à ce sujet entre les révolutionnaires du continent. Elles sont liées à la récente arrivée dans le mouvement révolutionnaire de nouveaux groupes et couches, à l'expérience nouvelle — et, à beaucoup d'égards, novatrice — de la révolution cubaine, qui est interprétée de façon différente par les différents courants révolutionnaires ».

Après avoir affirmé que « dans certains pays du continent, il existe des possibilités réelles de développement pacifique de la révolution », l'auteur classait le Guatemala dans l'autre catégorie, celle des pays où l'action insurrectionnelle devient la méthode décisive de lutte pour le pouvoir. En effet, le parti communiste de ce pays s'était préparé depuis relativement longtemps à cette forme de lutte.

Comme l'écrivait Alfredo Guerra Borges, secrétaire du comité central, dans un autre article publié par la même revue (n° 6, 1964) : « *Il faut dire que dès le mois de mai 1961, le comité central avait signalé que les classes dirigeantes barraient la route au développement pacifique de la lutte pour un gouvernement national et démocratique, et avait invité le parti à se préparer à la lutte armée pour le moment où elle deviendrait inévitable et où les conditions seraient créées* ».

Aussi, lorsqu'en 1963 les noyaux de guerillas se formèrent, le parti communiste se solidarisa-t-il avec eux, comme en fait preuve la résolution du comité central émise en décembre de cette année :

« *Les classes réactionnaires ayant recouru aux moyens extrêmes et mis l'armée au pouvoir, les forces révolutionnaires en sont venues, elles aussi, aux moyens extrêmes ; elles ont pris les armes... C'est la résistance acharnée des forces réactionnaires à des changements démocratiques qui a forcé le peuple du Guatemala à adopter la voie non pacifique — la voie de la lutte armée — pour atteindre ses buts* »...

Cette même résolution se prononçait ouvertement pour la guerre civile, dont la première expression était les guerillas en cours de formation :

« *Bien que les détachements de partisans n'en soient qu'à la première étape de leur développement, ils sont déjà devenus un facteur politique dans la vie de notre pays ; ils sont un phénomène par rapport auquel tout gouvernement, aujourd'hui et à l'avenir, devra prendre position. La lutte armée est l'expression évidente de la guerre civile à laquelle les classes réactionnaires acculent le pays, et aucun gouvernement ne peut rester indifférent vis-à-vis de ce fait...* »

La position que le parti avait prise en faveur de la lutte armée était dictée — selon son secrétaire Alfredo Guerra Borges — par des impératifs politiques objectifs, mais nullement par l'adoption définitive de cette tactique comme seule valable et révolutionnaire : « *Même aujourd'hui, où le comité central a décidé que le soutien des détachements de partisans, leur renforcement et l'extension du mouvement armé sont le point essentiel d'une juste orientation politique des forces révolutionnaires et démocratiques, nous ne faisons pas dépendre la chute du gouvernement d'une seule forme de lutte, la lutte armée, ni d'une seule méthode de lutte armée : la guerilla* ».

Un troisième dirigeant, José Maria Fortuny, ancien secrétaire général du Parti et toujours membre de son Comité central, a expliqué à son tour que cette lutte armée faisait partie intégrante de la lutte menée par le communisme en faveur de la co-existence pacifique et qu'elle était entièrement conforme aux décisions prises par le mouvement communiste international au cours des deux conférences tenues à Moscou, en 1957 et en 1960 :

« *L'attitude de notre parti atteste que la lutte armée révolutionnaire n'est incompatible ni avec la thèse, exposée dans les déclarations*

de 1957 et de 1960, de la possibilité d'une victoire pacifique de la révolution, ni avec la politique de coexistence pacifique et la lutte pour la paix ».

L'exemple du PC du Guatemala (et de quelques autres partis communistes de ce continent) est caractéristique non seulement parce qu'il va à l'encontre du schéma simpliste qui présente les partisans de Moscou comme des « pacifistes », mais également par deux autres aspects :

Tout d'abord, l'action communiste au Guatemala démontre que, dans ce cas précis comme dans d'autres analogues en Amérique latine, aucun des trois pôles du mouvement révolutionnaire sur ce continent — Moscou, Pékin, La Havane — n'a confisqué à son bénéfice exclusif comme capital moral et politique ce qui se passe dans ce pays. Alors qu'en Europe occidentale — et surtout avant la chute de Khrouchchev — un parti communiste (français ou italien) est critiqué par Pékin, défendu par Moscou et ignoré par La Havane, dans le cas du Guatemala, les trois capitales se félicitent des activités terroristes qui s'y développent. Tout récemment, la *Pravda*, voix soviétique la plus autorisée, a publié (le 13 janvier 1965) une lettre du Guatemala qui exaltait la lutte des partisans armés, parlait des deux fronts de guerillas et des communistes « combattant aux premières lignes ».

Quant à Pékin, des informations paraissent dans la presse chinoise commentant la lutte héroïque menée au Guatemala, signalant l'existence de trois mouvements de guerillas et glorifiant en particulier le combat mené par l'un d'entre eux, « *Alejandro de León, 13 novembre* » et son chef Marco Antonio Yon Sosa. La propagande de La Havane, pour des raisons évidentes, abonde en nouvelles sur la guerilla guatémaltèque et annonce que les trois groupes de guerilleros — « *Alejandro León, novembre 13* », « *October 20, colonne* » et « *April 13 mouvement* » ont fusionné en un seul mouvement, le F.A.R. (Forces armées révolutionnaires), placé sous le commandement unique de Marco Antonio Yon Sosa.

Ces trois capitales communistes ne se limitent évidemment pas à la propagande écrite et orale en faveur des guerillas du Guatemala. Les voyages se multiplient d'une capitale à l'autre et les mêmes dirigeants vont alternativement de La Havane à Moscou ou de La Havane à Pékin. Ainsi, Manuel Galich, qui n'est pas officiellement membre du parti communiste mais qui était ministre des Affaires étrangères dans le gouvernement de Jacobo Arbenz jusqu'à sa chute en 1954, et qui représente le mouvement de résistance à l'étranger, a fait, au milieu de 1964, le tour des capitales communistes. Il participa, le 26 juin 1964, aux manifestations organisées à La Havane à l'occasion du 10^e anniversaire de la chute du régime d'Arbenz, et prit ensuite le chemin des pays du bloc sino-soviétique. Le 24 août, il arrivait à Pékin, où un banquet solennel était donné en son honneur.

Deuxième observation : la discussion sur
(Suite au verso, 1^{re} colonne)

Naissance d'un parti communiste pro-chinois au Canada

PAR les scissions qu'il a provoquées, le conflit sino-soviétique a abouti à une multiplication des fractions communistes à travers le monde entier : dans bien des pays, un clan prochinois se dresse désormais face au parti demeuré fidèle à Moscou. C'est ce qui s'est passé au Canada avec la naissance du « *Progressive Workers Movement* » (P.W.M.) en automne 1964.

L'existence d'éléments prochinois au sein du P.C. canadien avait été révélée, dès le printemps de 1964, par la polémique qui s'était ouverte dans l'hebdomadaire communiste prosoviétique, le *Pacific Tribune*, de Vancouver. (cf. *Est et Ouest*, N° 324, 1^{er}-15 juillet 1964). Quelques militants s'étaient opposés aux thèses défendues par Jack Scott qui avait fortement déplu à l'appareil en prenant la défense de la politique de la Chine communiste, lors d'une conférence tenue le 21 mars 1964 par la Canada-China Friendship Society.

Le secrétaire du P.C. canadien de Vancouver, envoyé par ses chefs pour écouter cette conférence, avait soumis un rapport nettement défavorable à Scott. Ce dernier, appelé à s'expliquer devant un conseil de discipline du Parti, avait profité de cette occasion pour réaffirmer sa conception

(Suite de la page 11)

les méthodes pacifiques ou violentes pour conquérir le pouvoir n'est pas une question primordiale pour les communistes, comme on a tendance à le croire en Occident. Un dirigeant du PC du Guatemala a très justement constaté :

« *Révolution n'est pas synonyme de lutte armée. L'essentiel est le passage du pouvoir et de la propriété des principaux moyens de production essentiels d'une classe à une autre* ».

Dépouillé de son verbiage pseudo-scientifique, cela signifie que l'essentiel est de prendre le pouvoir, ensuite de l'exercer dans l'esprit communiste, et nullement de s'éterniser en discussions sur les avantages de l'une ou de l'autre méthode. Lénine lui-même n'a pas renoncé à la prise du pouvoir à Pétrograd en novembre 1917, bien que ni les conditions économiques du pays ni la forme de révolution ne fussent ce que Marx avait enseigné et prophétisé. Lénine triompha pacifiquement le 7 novembre, puisqu'il n'y eut pas de morts dans la capitale, mais une victoire pacifique peut fort bien être suivie de l'exercice sanglant du pouvoir, ce qui fut précisément le cas.

Aujourd'hui, la question capitale est de savoir si un pays du sud-est asiatique ou d'Amérique latine glisse vers le communisme et non pas comment il y glisse, ou encore si ses préférences le tournent vers Moscou, Pékin ou La Havane.

BRANKO LAZITCH.

de l'internationalisme prolétarien. Exclu du parti, il avait élevé une protestation contre la décision qui le frappait, mais en maintenant son attitude (2).

Dans le même temps, l'appareil du P.C.C. avait prononcé la dissolution d'une des cellules communistes les plus importantes de Vancouver et informé ses membres que, pour demeurer dans le parti, ils devaient en faire individuellement la demande au Secrétaire de l'Organisation pour la province de la Colombie britannique.

Pratiquement exclus du Parti, les éléments prochinois entreprirent de créer leur propre organisation. Au mois de mai 1964, l'un d'entre eux visita la Belgique où il rencontra des représentants du parti communiste prochinois dirigé par Grippa. (Des photos de ce dernier ornent les murs des bureaux du P.W.M...).

En août 1964, Scott et deux de ses collaborateurs profitèrent de leur congé annuel pour visiter l'Est du Canada et entrer en contact avec des communistes, des ex-communistes et des gauchistes dont ils pensaient qu'ils seraient favorables à leur cause (3). N'ayant pu se mettre pleinement d'accord avec le groupuscule prochinois de Toronto, Scott décida alors de créer son propre Parti, le seul au Canada qui ait son siège à Vancouver et dont le Comité central soit composé uniquement d'habitants de cette ville. Grâce à un prêt consenti par un groupement financier, Scott acheta une petite presse à imprimer et, en octobre 1964, publiait le premier numéro d'un mensuel, le *Progressive Worker*, où il réserva le meilleur emplacement à une « déclaration de principe ».

Rédigée dans le style communiste des premières années du Komintern, cette déclaration reprenait les thèses de Pékin : « *C'est le temps des révolutions socialistes et de la lutte pour la libération des peuples coloniaux... L'action unie et déterminée des forces socialistes, les luttes démocratiques nationales et les forces de la paix peuvent déjouer les plans impérialistes de guerre mondiale... Elles peuvent faire interdire et détruire les armes nucléaires...* »

Les signataires de cette déclaration se rangeaient aux côtés du P.C. chinois et approuvaient son « *attitude ferme et inflexible pour la défense des principes révolutionnaires fondamentaux du marxisme...* » en même temps qu'ils reprochaient à Khrouchtchev et au Comité central d'avoir « *mis le grand prestige et l'influence du P.C.U.S. et de l'U.R.S.S. au service des révisionnistes modernes.* »

Le texte se poursuivait par l'affirmation que la première tâche à remplir au Canada était d'ap-

(1) Scott a milité dans le mouvement communiste ainsi que dans de nombreuses organisations annexes depuis la fin des années 1920. Ancien fonctionnaire du P.C.C. à Ontario, puis organisateur syndical dans l'ouest du Canada, il est aujourd'hui concierge à Vancouver.

(2) *The Province*, Vancouver, 14 novembre 1964.

(3) Les membres du groupe trotskyste de Vancouver avaient fourni plusieurs adresses de ces éventuels sympathisants. Un ancien trotskyste figurait dans le premier noyau des partisans de Scott.

plier « *la méthode fondamentale marxiste-léniniste à la solution des contradictions dans lesquelles se débat la société capitaliste* », et cette dernière était dénoncée pour son incapacité à satisfaire les revendications des ouvriers, des paysans et des jeunes. Une nouvelle constitution était exigée, en même temps que le droit du Québec à l'autodétermination était proclamé.

La déclaration stipulait ensuite que le Canada devrait quitter toutes les organisations militaires « *contre-révolutionnaires* » telles que l'O.T.A.N., qu'il devrait bannir l'armement nucléaire du territoire canadien, participer à la lutte pour la libération des colonies et fonder sa politique extérieure sur « *la paix, l'amitié et l'égalité avec les pays socialistes et les pays nouvellement indépendants* ».

En outre, « *l'expropriation et la nationalisation de l'industrie capitaliste monopoliste* » étaient réclamées ainsi que l'élection par les ouvriers de comités pour la gestion des entreprises et des usines. Des armes étaient demandées pour les travailleurs, afin que ces derniers puissent « *assurer la défense des industries nationalisées* ».

Scott et ses amis attaquaient dans le même document les différents groupes et partis de la gauche canadienne. Une place plus importante était consacrée aux trotskystes qu'aux socialistes-démocratiques, bien que ces derniers soient infiniment plus puissants, tant du point de vue de l'organisation que de la clientèle électorale. Le P.C.C., pour sa part, était dénoncé en termes violents en raison de son attitude dans la dispute sino-soviétique et de la tactique qu'il appliquait au Canada. La déclaration insistait notamment sur le fait que l'équipe placée à la tête du P.C.C. était « *incapable de mener la lutte pour la réalisation d'un programme des exigences fondamentales de la classe ouvrière.* »

C'est pourquoi « *nous avons besoin d'un parti prolétarien qui sauvegarde sa propre indépendance idéologique et organisationnelle* » et qui se battra pour l'établissement d'une société socialiste aussi bien que pour les exigences quotidiennes des ouvriers. Le dernier paragraphe de la déclaration proposait enfin que « *les groupes marxistes-léninistes ouvriers commencent à étudier les plans d'une future conférence nationale ayant pour but d'organiser un Parti ouvrier marxiste-léniniste* » capable de relever « *le drapeau de la lutte prolétarienne* ».

Les numéros suivants du *Progressive Worker* (tirage : 1500 exemplaires) furent surtout consacrés aux problèmes domestiques : chômage, grèves, etc... Une très brève information signala la chute de Khrouchtchev. Davantage de place fut consacrée à Cuba ou à la proposition de Pékin pour une conférence sur les armes nucléaires. Comme il ne dispose pas encore d'une littérature autochtone capable d'expliquer les événements mondiaux ou l'évolution du communisme international, le *Progressive Worker* reprend à son compte toute une série d'articles publiés en langue anglaise à Pékin et à La Havane, ou des publications communistes chinoises provenant des Etats-Unis et dont l'apport intellectuel et le style ont un niveau plus relevé.

Le nouveau parti a également organisé plusieurs réunions pour développer ses arguments et présenter des films chinois. Tenues généralement

dans les quartiers pauvres de Vancouver, on ne peut nier qu'elles attirèrent un certain nombre d'auditeurs.

Pourtant, malgré les progrès incontestables réalisés depuis un an, les éléments prochinois restent encore faibles. Le nombre de leurs adhérents ne dépasse pas la centaine (4), et ils ne possèdent aucun point d'appui sérieux dans les syndicats non plus que dans les organisations de jeunesse, les associations paysannes, les mouvements pacifistes, etc...

UN GROUPE PRO-CHINOIS AU QUÉBEC

La fondation d'un parti communiste à l'Ouest du Canada a été accompagnée d'une déclaration des « *marxistes-léninistes du Québec* » signée par Antonio Villeneuve, « *secrétaire par interim* », et publiée dans le *Progressive Worker* (janvier 1965).

La majeure partie de la déclaration consiste en une critique vigoureuse du « *révisionnisme* » et des « *révisionnistes* » en général, des chefs du Parti communiste du Canada en particulier. Ces derniers sont accusés de « *discrimination* » à l'égard des Français du Québec. D'après Villeneuve, pas un seul franco-canadien ne siège au politbureau du P.C.C., tandis que son comité central (de soixante-deux membres) ne comprenait jusqu'en mars 1964 qu'un seul Français. « *Le colonialisme* » de son équipe dirigeante est responsable du « *fiasco complet* » du P.C.C. dans la province de Québec où (Villeneuve y insiste) il n'y a « *que cinquante membres véritables du parti, dont vingt seulement environ sont Français* ».

Pour mettre fin à cet état de choses, la déclaration promet que le chef du nouveau parti « *sera un Français bi-lingue* », que la direction sera « *principalement française, ce qui est juste* » et qu'« *une minorité représentera les Anglais, Juifs, Ukrainiens, Chinois, et autres éléments* » domiciliés au Québec. « *Cela n'est pas du chauvinisme, mais de la logique. Tous les autres partis ont des Franco-Canadiens comme chefs* » dans la province parce que « *quatre-vingt pour cent de la population est franco-canadienne* ».

En outre, le nouveau « *Parti Communiste Marxiste-Léniniste du Québec* » demandera l'indépendance complète du Québec sur le plan politique, économique, syndical, militaire et social... Nous sommes à 100 % avec tous les patriotes québécois... Nous respectons le noble but que quelques extrémistes veulent atteindre, c'est-à-dire la complète indépendance du Québec, mais nous condamnons l'emploi du terrorisme, car il nuit à la lutte pour l'indépendance.

L'accent fortement nationaliste de la déclaration se mêle aux louanges de la Chine communiste. En conclusion, Villeneuve s'excuse de ne pouvoir révéler « *faute d'espace et d'argent... les choses stupides* » que Khrouchtchev et Sam Walsh, le chef du P.C.C. du Québec ont faites, mais il invite ses lecteurs « *à se faire un cadeau de Noël en s'abonnant à la Peiking Review.* »

Ivan AVAKOUMOVITCH.

(4) Seule exception, la Canada-China Friendship Society qui groupe environ deux cents adhérents dans la région de Vancouver.

AVEUX TARDIFS

Tortures en Union Soviétique au temps de la Grande Purge

L'ANNEE NOIRE du général A.V. Gorbatov, septième chapitre de ses souvenirs publiés dans le *Novy Mir* de Moscou, mérite une attention particulière. C'est en effet la première fois, plus de dix ans après la mort de Staline, qu'une publication soviétique est autorisée à produire le témoignage direct d'une victime des procédés d'instruction et d'interrogatoire par lesquels la « justice » communiste obtenait les aveux incroyables de toutes sortes de crimes imaginaires.

On avait en Occident, quelque idée de ces horreurs. Le présent Bulletin notamment a publié, dès son n° 15, de décembre 1949, des pages saisissantes d'Ivanov-Razoumnik sur la *Iéjovchtchina* : « Comment sont conduits les interrogatoires dans les prisons soviétiques », décrivant les procédés atroces employés pour briser au physique et au moral les individus intègres qui n'avaient rien à se reprocher. Mais, dans l'Union soviétique, la « déstalinisation » n'allait pas jusqu'à permettre de révéler si peu de vérité que ce soit sur ce chapitre.

Pourtant Khrouchtchev, dans son fameux discours « secret » du XX^e Congrès, en 1956, n'avait pu s'abstenir d'avouer les tourments physiques, les supplices infligés aux innocents que Staline, au nom du Parti infailible, entendait rayer du nombre des vivants, non sans leur extorquer au préalable des confessions fantastiques. Mais ce que lui seul a eu le droit de dire dans un discours prononcé à huis-clos, non destiné à la publication, et en termes volontairement vagues, personne ne pouvait l'écrire avec précision, l'illustrer d'exemples vécus par les quelques rescapés de ces tortures épouvantables.

D'anciens prisonniers, survivants des camps sibériens de concentration, ont relaté leur misérable existence de bagnards ; aucun n'a eu licence de raconter ses épreuves endurées dans le cabinet du policier instructeur. D'autre part, si une abondante littérature soviétique a dévoilé, ces derniers temps, certains aspects repoussants du régime pseudo-socialiste, les autorités ont veillé à ce que les auteurs n'en rendent pas le Parti responsable, attestent au contraire le rôle bienfaisant du Parti comme redresseur de torts et fassent une profession de foi communiste renouvelée qui vient comme des cheveux sur la soupe.

En effet, les dirigeants n'avaient pas tardé à s'inquiéter devant des œuvres décrivant avec quelque sincérité la vie soviétique sous la tyrannie de Staline, dite « époque du culte de la personnalité ». Il y était nécessairement question de la collectivisation des campagnes, du travail forcé, de la violation multiple des droits de l'homme, de la terreur policière et administrative, de l'injustice sur tous les plans et

dans tous les domaines. On comprend que Khrouchtchev, porte-parole de la direction collective, ait mis le « holà » à ce débordement de révélations gênantes pour l'ordre établi. Des instructions furent bientôt données afin d'introduire la note « léniniste » dans les récits des rescapés de la chiourme communiste.

M. Arkady Gaev, qui suit de près, avec compétence, la vie littéraire soviétique pour l'Institut d'Études sur l'U.R.S.S. (de Munich), a très bien analysé les effets de ces instructions officielles sur des œuvres récentes (dans un des bulletins de cet Institut, le n° 334, du 13 octobre dernier). Le *Récit de ce qui fut enduré*, par Boris Diakov, paru dans la revue *Oktiabr* de juillet dernier, en fournit un bon exemple.

L'auteur, ancien forçat parmi tant d'autres, n'a pas recours à la moindre fiction : la revue qui le publie a authentifié tous les faits et les personnages de sa narration, qui mentionne par leur nom des personnalités politiques, des fonctionnaires éminents, des chefs militaires, des savants, des techniciens, des littérateurs, des « héros » décorés, ses compagnons d'infortune, privés de tout droit, traités comme ne sont pas traités les pires criminels de droit commun. Il se passe des choses terribles dans le camp en question. Le récit fourmille de détails poignants, de vérités navrantes, mais *il faut* que le communisme en sorte intact, que le Parti soit mis hors de cause. Les responsabilités incombent à l'on ne sait quelle force obscure dont l'origine reste inconnue, dont le ressort est mystérieux, et qui agit arbitrairement contre les vrais communistes.

Ce Boris Diakov veut absolument montrer qu'après dix à quinze ans de détention, de mauvais traitements, de souffrances morales et physiques intenable, les vrais communistes n'en conservent pas moins leurs convictions inébranlables. A leurs yeux, le Parti demeure toujours le champion de la justice. Un des principaux personnages du drame commente, après dix-huit ans de bagne : « Vous et moi, nous sommes membres du même parti. Vous savez parfaitement ce que ce parti a d'endurance et de ténacité. Et il enseignera à chacun de nous d'être de même (...) On nous a traités, vous et moi, avec cruauté. C'est une terrible, une monstrueuse erreur. Mais, vous savez, ce sont les hommes qui commettent les erreurs, et le Parti réussira à les rectifier (...) Je crois en cela, j'y crois ! »

Maints récits de même inspiration télécommandée tendent à contraster, avec l'arrière-plan sinistre, la sagesse constante du Parti fidèle aux enseignements de l'omniscient Lénine et dont l'intervention providentielle finira inmanquablement par mettre choses et gens à leur place. Les souvenirs du général Gorbatov

ne font pas exception à la règle tracée dans les hautes sphères.

Ce militant et militaire modèle, irréprochable, vertueux sous tous les rapports, se trouve comme des milliers d'autres, l'élite de l'Armée rouge, happé par l'implacable machine policière qui obéit à Staline quand celui-ci a décidé d'anéantir tous les cadres du Parti et de l'Etat susceptibles de faire obstacle éventuellement à son dessein d'entente avec Hitler. Mais, contrairement à tant d'autres, il ne cède pas sous la torture, il n'avoue rien, il n'en meurt pas, et rentré en grâce après une conduite exemplaire au bagne, il se couvre de gloire pendant la guerre, exerce les plus hauts commandements, reçoit toutes sortes d'honneurs, devient député au Soviet suprême et membre du Comité central, enfin, prend une retraite bien gagnée et écrit ses Mémoires.

Il n'avait rien avoué, contrairement à tant d'autres, non pas que tant d'autres se sentissent plus ou moins coupables de crimes ou de peccadilles quelconques, mais parce qu'il était taillé pour supporter des coups, des violences dont la seule idée incitait tant d'autres à « capituler » sans résistance, à dénoncer n'importe qui, à signer n'importe quoi. Peut-être aussi a-t-il eu affaire à des tourmenteurs qui n'ont pas su discerner son point faible. Combien d'hommes courageux, capables de tout endurer dans leur chair, se sont accusés des forfaits les plus absurdes, sous la menace de tortures réservées à leur mère, à leur femme, à leur enfant ? Et dans ces conditions, qui oserait les qualifier de lâches ?

Le général Gorbatov l'ose, car il a tenu le coup. Mais il donne néanmoins les arguments de ceux qui avaient signé des « absurdités incroyables, avouant des crimes imaginaires pour eux-mêmes et pour d'autres », les uns soumis par la « contrainte physique » (*sic*), les autres « effrayés par les récits de tortures ». Et voici le plus intéressant : certains justifiaient leurs aveux mensongers, impliquant nécessairement la dénonciation de complices fictifs, en disant que « plus on emprisonnera, plus vite on comprendra que tout cela est une absurdité des plus préjudiciables au Parti ». Déjà A. Weissberg avait cité le cas d'un prisonnier qui dénonçait comme complices tous les individus de sa profession, seul moyen pour lui de réaliser une démonstration par l'absurde. Rappelons que Christian Racovski, lors de son procès, mit en cause plusieurs de ses amis français, notamment Emile Buré et Magdeleine Paz, afin qu'on sache au dehors que ses « aveux » insensés lui étaient arrachés par des méthodes inavouables.

Si stoïque qu'il ait été Gorbatov sous les violences qu'il a subies, il s'expose, à son tour, au reproche de ne pas dire toute la vérité, de s'exprimer en termes trop vagues là où son devoir de témoin et de victime lui ordonnerait de préciser pourquoi, après un long « interrogatoire », il écrit : « Quand je regagnai péniblement ma cellule... », et plus loin, après cinq séances du même genre : « Il y eut des cas où l'on dut m'aider à regagner ma cellule ». Que s'était-il passé aux interrogatoires pour que l'accusé, présumé innocent tant qu'on ne l'a pas jugé, ne tienne plus debout ? Il faut deviner

pourquoi Gorbatov traite son juge d'instruction de « tortionnaire », pourquoi « deux robustes bourreaux » prennent part aux interrogatoires d'où l'interrogé sort « épuisé et sanglant », pourquoi Gorbatov, écrit-il, « eut envie de mourir vite »...

L'auteur de *L'Année noire*, si brave fût-il devant les brutes de Staline et sur les champs de bataille, se retient de dire explicitement toute la vérité, non certes par défaut de courage, mais par discipline de parti. Il obéit aux ordres qui prescrivent de ne pas insister. Néanmoins le témoignage est là, digne de foi, émouvant, révélateur comme une « tranche de vie » soviétique, plein de détails d'autant plus significatifs que Gorbatov est encore, somme toute, un privilégié, comparativement à tous ceux qui ont péri, ou qui survivent comme des loques humaines, et qui n'écrivent pas de Mémoires. Mais il se peut que le texte mis sous nos yeux ait été édulcoré ou censuré par les soins de la rédaction du *Novy Mir*, qui reçoit les consignes d'en haut et sait jusqu'où les collaborateurs ont le droit « d'aller trop loin ».

Il est fort probable aussi que de nombreux tiroirs et maintes cachettes recèlent des manuscrits précieux, échappés à la vigilance du Guépéou, sous quelque nom que celui-ci subsiste, et qu'ils verront le jour dans une circonstance favorable. Alors on saura réellement la vérité sur l'Etat pseudo-socialiste qui se donne en modèle aux peuples du monde entier. Alors on saura également qu'il y a enfin, et sans nul doute, quelque chose de changé des deux côtés de l'Oural.

B. S.

L'ANNÉE NOIRE

Dans un chapitre précédent, Gorbatov a relaté qu'au début de mai 1936, il avait été nommé au commandement de la 2^e division de cavalerie, unité dans laquelle il avait commandé un régiment de 1922 à 1928 : « *Le parrain de notre division de cavalerie était le Parti communiste allemand. Wilhelm Pieck, qui faisait de longs séjours à Moscou comme membre du Comité Exécutif du Komintern, venait chaque année à notre division pour les fêtes du 1^{er} mai et du 7 novembre* ». Le commandant de la région militaire était Iakir.

(Les passages en italique dans le texte ci-après sont soulignés par nous - N.D.L.R.).

★ ★

UN jour du printemps 1937, ouvrant le journal, je lus que les organes de la Sécurité d'Etat avaient « découvert un complot militaire fascite ». Parmi les conspirateurs, on nommait de grands chefs militaires soviétiques, dont le maréchal de l'Union Soviétique M. N. Toukhatchevski.

Cette nouvelle m'abasourdit. « Comment se fait-il, pensais-je, que des gens qui ont joué un rôle important dans l'écrasement des interventionnistes étrangers et de la contre-révolution intérieure, qui ont tant fait pour perfectionner notre armée, des communistes éprouvés dans l'adversité, aient pu devenir des ennemis du peuple ? ». Finalement,

passant en revue différentes explications, je m'arrêtai à celle qui était la plus courante à l'époque : « Le loup mourra dans sa peau ». Cette conclusion paraissait fondée, en ce sens que M.N. Toukhatchevski et certains autres personnages arrêtés avec lui étaient issus de familles aisées, avaient été des officiers de l'armée tsariste... « Sans doute, disaient beaucoup en échafaudant des hypothèses, pendant leurs voyages à l'étranger en mission ou pour se soigner, ils étaient tombés dans les rets des services étrangers. »

A la réunion régionale du parti à Kiev, nous, délégués, remarquâmes que I.E. Iakir, toujours gai et plein d'entrain, avait à la table du presidium l'air concentré et morose. Beaucoup s'expliquèrent cet air sombre par le fait que, selon les bruits, il était muté au commandement de la région militaire de Léningrad, plus petite que celle de Kiev. Or quelques jours plus tard, nous apprîmes que dans un train, près de Moscou, Iakir avait été arrêté comme membre du « groupe de conjurés de Toukhatchevski ». Ce fut pour moi un coup terrible. Je connaissais personnellement Iakir et je l'estimais. Il est vrai qu'au fond de moi-même j'avais encore une lueur d'espoir. Peut-être s'agissait-il d'une erreur : « On démêlera l'affaire et on le libérera ». Mais de cela, seuls des intimes parlaient entre eux.

Bientôt un nouveau chef arriva à la région militaire de Kiev. Membre du Conseil de guerre, Chtchadenko traita d'emblée l'état-major avec méfiance. Il observait, sans s'en cacher, les commandants et les responsables politiques des unités et bientôt, avec la section spéciale, il déploya une grande activité qui visait à compromettre les officiers et qui s'accompagna d'arrestations massives d'officiers et de cadres politiques. Plus les arrestations se multipliaient, plus difficile il était de croire à la trahison, au sabotage, à la félonie. Mais, d'autre part, comment n'y pas croire ? La presse rapportait jour après jour de nouveaux cas de sabotage, de diversion, d'espionnage...

Lorsque, au début d'avril 1937, le commandant de notre 7^e corps de cavalerie, Piotr Petrovitch Grigoriev, fut convoqué d'urgence à Kiev, les commandants de division s'alarmèrent. Apprenant qu'il devait rentrer à Chepetovka le samedi soir, je téléphonai à sa femme Maria Andréevna et lui annonçai ma visite pour le dimanche.

Arrivé chez les Grigoriev avec ma femme, je les trouvai fort tristes et abattus. A ma question sur les raisons de sa convocation à Kiev, Piotr Petrovitch répondit qu'à la commission régionale du parti, il avait été accusé de relations avec les ennemis du peuple.

Nous nous levâmes pour partir. Maria Andréevna se mit à pleurer et Grigoriev dit en nous serrant la main :

— Qui sait si nous nous reverrons ?

Voulant tranquilliser les Grigoriev, je dis à Piotr Petrovitch :

— Allons, toi, fils d'ouvrier héréditaire (1), tu

(1) On dit, dans le jargon communiste, ouvrier héréditaire.

n'as rien à craindre ! Chasse tes pensées noires. On tirera l'affaire au clair.

Mais nous partîmes tristes nous-mêmes et gardâmes le silence pendant tout le trajet jusqu'à Staro-Konstantinov, ne pensant bien entendu qu'à une chose.

Le lendemain, nous apprîmes l'arrestation de Grigoriev. Le même jour, le chef de la section politique du corps, Bogdanov, arriva à la 2^e division que je commandais. Il réunit la division en meeting et annonça que le commandant du corps s'était « révélé un ennemi du peuple ».

« S'être révélé » était à cette époque une formule magique qui devait tout expliquer : on a vécu, on a travaillé, mais on s'est « révélé ».

On me donna la parole au meeting à moi aussi. Je dis que je connaissais le camarade Grigoriev depuis plus de quatorze ans. Pendant ce temps, nous avions lutté ensemble contre les déviations antiparti. Grigoriev n'avait jamais eu aucun flottement sur les questions de la politique du parti. C'était un des meilleurs officiers de toute l'armée. S'il avait été étranger à notre parti, on s'en serait aperçu, surtout moi, un de ses plus proches subordonnés pendant de nombreuses années. J'avais confiance que l'instruction démêlerait l'affaire Grigoriev et que son innocence serait établie.

Les orateurs qui parlèrent après moi soulignèrent les tracasseries de Grigoriev, excessives d'après eux, c'est-à-dire en réalité ses justes exigences dans le service, et cherchèrent des défauts dans son travail.

Après le meeting, le chef de la section politique du corps, Bogdanov, et le chef de la section politique de la division, Koulikov, me reprochèrent mon « libéralisme ». De toutes les personnes présentes au meeting, ma femme fut la seule à m'assurer que j'avais bien parlé et dit la vérité.

Deux jours plus tard, on me rapporta que le commandant du 7^e régiment de cavalerie de notre division avait donné son cheval, parfaitement dressé et qui avait gagné la première place aux concours régionaux, au délégué de la section spéciale, qui n'était même pas bon cavalier. Je n'aurais jamais pu croire auparavant que cet officier pût tomber si bas. Le faisant venir à mon état-major, je lui dis :

— Vous vous sentez apparemment en faute et c'est pour cela que vous voulez amadouer la section spéciale ? Reprenez immédiatement votre cheval, il sera abîmé par un cavalier qui ne sait pas le manier.

Le lendemain, le commandant de la division m'apprit par téléphone que mon ordre avait été exécuté.

Un mois passa encore. Par ordre du commandant de la région, je fus libéré du commandement de la division et peu après exclu du parti par l'organisation du parti à l'état-major « pour liens avec les ennemis du peuple ». Je fus mis à la disposition de la direction principale des cadres au commissariat du peuple à la Défense. Toutes mes démarches auprès de la commission régionale du parti furent vaines. Après en avoir discuté, ma femme et moi, nous décidâmes de quitter Staro-Konstantinov pour Moscou. A notre arrivée, nous logeâmes les premiers temps à l'hôtel de la D.C.

C.A., et quand nos affaires arrivèrent, nous les mimas au dépôt du commissariat à la Défense et, avec l'autorisation de la direction principale des cadres, nous partîmes pour Saratov, chez les parents de ma femme, car vivre à l'hôtel était au-dessus de nos moyens.

Mon beau-père, Alexandre Vassilievitch Veselov et sa femme, d'une si grande bonté, nous accueillirent très cordialement. Alexandre Vassilievitch était à l'époque chef du service d'exploitation à la direction du chemin de fer Riazan-Oural. Ils avaient avec eux leur fille Lena, étudiante à l'Institut de médecine, et leur fils Serioja, qui allait à l'école secondaire. La famille occupait un logement de trois pièces et en mit aimablement une à notre disposition.

Ma situation resta confuse quelques mois encore. Enfin, au début de mars 1938, je fus convoqué par la commission du parti à la direction politique principale et réintégré dans le parti. Du coup, l'attitude changea à mon égard à la direction des cadres. Deux mois et demi plus tard, le 15 mai, on me remit un ordre me nommant commandant adjoint du 6^e corps de cavalerie que commandait G.K. Joukov. Notre joie fut indescriptible. Certes, j'aurais été beaucoup plus heureux de commander une unité, car de tempérament je préfère un travail indépendant, mais on ne me l'avait pas donné. « Apparemment, pensais-je, ce ne suis pas tout à fait rentré en grâce. Eh bien, ça ne fait rien... »

Nous partîmes pour Ossipovitchi, où se trouvait alors l'état-major du 6^e corps de cavalerie. Le commandant du corps me reçut très bien et nous installa au second étage de l'hôtel particulier qu'il habitait lui-même. Je m'ennuie à ne rien faire et je me fis vite au travail.

Peu après, G.K. Joukov fut nommé commandant adjoint de région pour la cavalerie et partit pour Smolensk, me laissant commander provisoirement le corps. Je supposais que je serais confirmé à ce poste, mais mon espoir fut déçu. « Mon soupçon de n'être pas entièrement rentré en grâce se confirme donc », me dis-je.

En septembre, le garde-magasin du corps me demanda de venir percevoir l'habillement d'hiver qui me revenait d'après le plan ; mais quand je me présentai, le lendemain, il me montra d'un air gêné un télégramme du commissaire du corps, l'instructeur politique chef Fominykh, qui se trouvait à ce moment à Moscou : « S'abstenir de remettre à Gorbatoï l'habillement prévu par le plan », Cet étrange télégramme fut suivi d'un ordre me versant dans la réserve...

... Le 16 octobre 1938, j'allai d'Ossipovitchi à Moscou pour essayer de savoir la raison de mon renvoi de l'armée. Je ne pus voir le commissaire du peuple. Le 21 octobre, le chef de la direction principale des cadres, E.A. Chtchadenko, après m'avoir écouté deux ou trois minutes, me dit : « Nous allons éclaircir votre situation », puis il me demanda où j'étais descendu.

L'après-midi, j'envoyai un télégramme à ma femme : « La situation s'éclaircit ». A deux heures du matin, on frappa à la porte de ma chambre à l'hôtel de la D.C.C.A. A ma question : « Qu'est-ce que c'est ? », une voix de femme répondit :

— Un télégramme pour vous.

« Sûrement de ma femme », pensai-je en ouvrant la porte. Mais ce furent trois militaires qui entrèrent et l'un d'eux me déclara séance tenante que j'étais arrêté. Je demandai à voir son mandat, mais je m'entendis répondre :

— Vous voyez bien qui nous sommes !

Après cette réponse, l'un des hommes se mit à enlever les décorations de ma vareuse posée sur une chaise, un autre à découdre les insignes de grade sur mon uniforme, tandis que le troisième m'observait pendant que je m'habillais. On m'enleva ma carte du parti, mes pièces d'identité et les autres papiers. Sous escorte, je sortis de l'hôtel. On me poussa dans une voiture. Nous roulâmes en silence. Il est difficile de décrire ce que j'éprouvais pendant que la voiture m'emportait par les rues de Moscou, désertes à cette heure de la nuit.

Mais voici que se referment sur moi d'abord la porte massive de la Loubianka, puis celle de la cellule. Je vis des gens, je les saluai et je reçus en réponse un « bonjour ! » unanime.

Ils étaient sept. Après un bref silence, l'un d'eux dit :

— Le camarade militaire pense sans doute : « Je ne suis pas coupable et voilà que je me retrouve en compagnie de criminels d'Etat... » Si c'est bien ce que vous pensez, détrompez-vous. Nous sommes tous comme vous. Ne vous gênez pas, asseyez-vous sur votre lit et racontez-nous ce qui se passe dehors, il y a longtemps que nous ne savons rien.

Mes compagnons d'infortune s'intéressaient particulièrement à la situation en Allemagne hitlérienne. Plus tard, j'appris qu'ils étaient tous d'anciens *travailleurs responsables*. Ils me firent l'impression de gens instruits et sérieux. Mais je fus épouvanté d'apprendre que tous avaient déjà signé aux interrogatoires du juge d'instruction des absurdités incroyables, avouant des crimes imaginaires pour eux-mêmes et pour d'autres. *Les uns y avaient été amenés par la contrainte physique, les autres effrayés par les récits de tortures.*

Cela m'était absolument incompréhensible. Je leur disais : vos dénonciations ne font pas seulement votre malheur à vous et à ceux que vous chargez faussement, mais celui de leurs parents et amis. Et enfin, disais-je, vous induisez en erreur le juge d'instruction et le pouvoir soviétique.

Mes arguments ne les convainquaient pas. Certains avaient une étrange « théorie » : plus on emprisonnera, plus vite on comprendra que tout cela est une absurdité des plus préjudiciables au parti.

— Non, en aucune circonstance je ne suivrai le même chemin que vous », dis-je, et comme ils me démontraient qu'ils avaient raison, je perdais d'abord toute compassion pour eux, et j'en vins même à ressentir du dégoût pour ces lâches. J'étais tellement en colère que je leur dis : Avec vos faux témoignages, vous avez déjà commis un de ces crimes graves pour lesquels on garde les gens en prison...

A cela, ils répondirent ironiquement :

— On verra bien ce que tu diras dans une semaine.

Je restai trois jours sans être convoqué, puis le quatrième jour, on me mena le soir chez le juge d'instruction. Après une vérification d'identité et m'ayant fait asseoir en face de lui, il me donna du papier, une plume et m'invita à « décrire tous mes crimes ».

— Je n'ai rien à écrire sur mes crimes, répondis-je.

— Rien ! dit-il. Au début, tout le monde dit cela, puis on réfléchit bien, on se souvient et on écrit. Tu as le temps, nous ne sommes pas pressés. Qui n'a rien à écrire est en liberté, mais toi, écris.

Il sortit.

Des heures passèrent. Voyant que je n'avais rien écrit, le juge d'instruction s'étonna :

— Alors quoi, tu n'as pas compris ce qu'on veut de toi ? Prends garde, nous n'aimons pas à plaisanter. Alors, exécute-toi. Ce n'est pas dans ton intérêt de te mettre mal avec moi. Je n'ai jamais encore eu personne qui n'ait pas écrit. Compris ?

Il sortit de nouveau.

Une heure plus tard, constatant que je n'avais rien écrit, il dit :

— Tu te conduis mal dès le début. Dommage ! Eh bien, réfléchis dans ta cellule.

Deux robustes gaillards me ramenèrent à ma cellule. Dès que la porte se fut refermée sur moi, on m'assailit de questions : « Qu'est-ce qu'on t'a demandé ? Comment as-tu répondu ? Qu'as-tu dit ? ».

M'ayant écouté, ils conclurent que la méthode d'interrogatoire n'avait pas changé. Je devais attendre la convocation suivante, à laquelle ou bien je commencerais à écrire, ou bien on m'emmenait à Lefortovo.

Le pronostic se confirma. Vingt-quatre heures plus tard, la même scène qu'au premier interrogatoire recommença, mais cette fois le juge d'instruction fut très grossier, jura et me menaça de m'expédier à Lefortovo. Le même jour, je fus convoqué brièvement une deuxième fois. Cette fois, c'est un « grade plus élevé » qui me parla. Il m'invita à rédiger ma déposition et entendait mon ferme « non », se mit aussi à jurer, terminant par la menace :

— Tu n'auras qu'à t'en prendre à toi-même.

Le lendemain, la porte de la cellule s'ouvrit et on demanda :

— Quel est celui dont le nom commence par un G ?

Je me nommai. Tous comprirent : on m'emmenait à la prison de Lefortovo. On me plaignit, on me prodigua des conseils et des vœux.

Montant dans une voiture noire, j'entendis le moteur se mettre en marche, la portière se refermer. Par moments, des bribes de conversations et des rires parvenaient de la rue jusqu'à mes oreilles. Puis j'entendis s'ouvrir et se refermer

la porte de la prison de Lefortovo. Et je me trouvai dans une petite cellule prévue pour une seule personne. Deux hommes l'occupaient déjà. Trois lits étaient disposés en U renversé.

L'avis de mes nouveaux compagnons était qu'il valait mieux écrire tout de suite ; si l'on ne signait pas aujourd'hui, on le ferait de toute façon dans huit jours ou dans six mois.

— Plutôt mourir, dis-je, que de m'accuser faussement et à plus forte raison d'accuser les autres.

— Nous aussi, nous étions dans les mêmes idées quand nous sommes arrivés ici, me répondirent-ils.

Trois jours passèrent. Les convocations chez le juge d'instruction commencèrent. Au début, les interrogatoires ne se distinguaient en rien de ceux de la Loubianka. Mais voyant que je n'écrivais pas, le juge d'instruction dit d'une voix sifflante :

— Tu écriras. Nous n'avons eu personne qui n'ait écrit et nous n'en aurons pas !

La quatrième fois, je fus convoqué par un des chefs. Il commença par me demander tranquillement se je me rendais compte de ce que je me préparais, si j'avais bien réfléchi et tout bien pesé. Puis ce chef dit au juge d'instruction : « Oui, je suis d'accord avec vous ! » et il sortit.

Cette fois, je fus long à revenir de l'interrogatoire.

Quand je regagnai péniblement ma cellule, mes camarades dirent d'une seule voix :

— Voilà ! Et ce n'est qu'un commencement.

Le camarade B... me dit à voix basse, en hochant la tête :

— Est-ce bien nécessaire, tout cela ?

Les interrogatoires furent au nombre de cinq, à deux ou trois jours d'intervalle ; il y eut des cas où l'on dut m'aider à regagner la cellule. Puis on me laissa souffler une vingtaine de jours. J'étais surtout inquiet en pensant à ma femme. Mais je reçus subitement cinquante roubles et cela me permit de la croire libre. Mes compagnons de cellule pensaient que la suspension des interrogatoires était un bon signe pour moi.

Mais peu après on recommença à me convoquer aux interrogatoires. Il y en eut cinq aussi. Au cours de l'un d'eux, j'appris par hasard que mon *tortionnaire*, le juge d'instruction, s'appelait Stolbounski. J'ignore où il se trouve aujourd'hui. S'il est en vie, je voudrais qu'il puisse lire ces lignes et sentir mon mépris pour lui, non seulement celui que j'éprouve maintenant, mais celui que j'éprouvais quand j'étais entre ses mains. Je pense d'ailleurs qu'il le savait. Outre le juge d'instruction, deux robustes bourreaux prenaient part aux interrogatoires. J'entends encore résonner à mes oreilles, comme lorsqu'on m'emportait épuisé et ensanglanté, la sinistre voix sifflante de Stolbounski : « Tu signeras, tu signeras ! ». Je résistai encore au supplice de ce second tour d'interrogatoire. Mais lorsque commença la troisième série, comme j'eus envie de mourir vite !

Un jour, le camarade B. me demanda :

— Est-il possible que cela non plus ne te convainque pas que ta situation est sans issue ?

— Non, cela ne me convainc pas, répondis-je. A l'article de la mort, je répéterai encore : non et non.

Enfin, on me laissa en paix, et pendant trois mois je ne fus plus convoqué aux interrogatoires. Pendant ce temps je crus ferme à ma mise en liberté. Il m'arrivait de donner de grands coups à la porte, réclamant le directeur de la prison ou le procureur. Bien entendu, *cette audace ne restait pas toujours impunie*. Mais il fallait bien tuer le temps !

Je pensai à beaucoup de choses pendant ces trois mois. Pour la première fois, je ne regrettais pas la mort de mes parents, à tout le moins, ils n'avaient pas eu à vivre mon arrestation. Je pensais aussi beaucoup à ma femme. Sa situation était pire que la mienne. Je me trouvais avec des réprouvés comme moi, mais elle était parmi des gens libres ; est-ce qu'il ne s'en trouverait pas qui se détourneraient d'elle comme de la femme d'un « ennemi du peuple » ?... Cette pensée ne me laissait pas de repos.

Je me souviens — c'était l'avant-dernier interrogatoire — que le juge d'instruction me demanda en quels termes j'étais avec ma femme. Je répondis que nous étions un ménage uni.

— Ah, c'est comme ça ! Eh bien, nous allons l'arrêter et la faire écrire contre elle-même et contre toi, déclara le juge.

Comme je maudis ma franchise ! Mais ce qui me rassurait, c'est que je continuais à recevoir cinquante roubles tous les mois. Ma femme était donc encore libre...

... Après trois mois sans interrogatoire, le 8 mai 1939, un homme entra dans ma cellule, une liste à la main, et me dit de me préparer à partir avec mes affaires. Ma joie ne connut pas de bornes. Le camarade B., certain aussi qu'on allait me libérer, voulait sans cesse savoir si je n'avais pas oublié l'adresse de sa femme, me demandait de lui dire qu'il était un misérable qui n'avait pu tenir et avait signé de fausses accusations, qu'il la priait de lui pardonner et d'être certaine qu'il l'aimait. Je lui promis d'aller voir sa femme et de lui dire tout ce qu'il demandait. Nous nous étreignîmes.

Je suivis tout joyeux les couloirs de la prison. On m'arrêta devant un box. On me dit d'y laisser mes affaires et on m'emmena plus loin. Un de ceux qui m'accompagnaient disparut derrière une porte faire son rapport. Au bout d'un moment, on m'introduisit dans une petite salle : j'étais devant le tribunal du collège militaire.

Trois hommes étaient assis à une table. Je remarquai que le président, assis au milieu, portait sur la manche de son uniforme noir un large galon doré. « Un capitaine de vaisseau », pensai-je. Mon humeur joyeuse ne me quittait pas, car je ne demandais qu'une chose : qu'un tribunal examinât mon affaire.

L'audience dura quatre ou cinq minutes. On vérifia mes nom, prénom, patronyme, date et lieu de naissance. Puis le président me demanda :

— Pourquoi n'avez-vous pas avoué vos crimes à l'instruction ?

— Je n'ai pas commis de crime, je n'avais rien à avouer, répondis-je.

— Alors pourquoi dix personnes, déjà condamnées, témoignent-elles contre toi ? demanda le président.

J'étais à ce moment de si bonne humeur et si certain de ma libération, que je répondis un peu à la légère, ce que je devais regretter amèrement plus tard. Je dis :

— J'ai lu un livre de Victor Hugo. Il y est dit qu'au seizième siècle, dans les îles britanniques, onze personnes furent jugées pour commerce avec le diable. Dix d'entre elles avouèrent ce commerce, après avoir été torturées, il est vrai, mais la onzième n'avoua pas. Alors le roi Jacques ordonna de faire bouillir ce onzième vivant dans la chaudière pour pouvoir établir d'après le bouillon qu'il était bien, le pauvre bougre, en commerce avec le diable. Apparemment, poursuivis-je, les dix qui ont avoué et m'ont dénoncé avaient subi la même chose que les dix Anglais, mais n'ont pas voulu subir ce qui attendait le onzième.

Les juges échangèrent un regard en souriant et le président — du nom de Nikitchenko, je crois — demanda à ses voisins :

— Eh bien, c'est clair ?

Ils firent oui de la tête.

On me fit sortir dans le couloir. Deux minutes passèrent. Je fus ramené dans la salle et on me lut le jugement : quinze ans de prison et de camp, plus cinq ans d'interdiction légale.

Ce fut si inattendu que je m'effondrai.

Le jour même, on me transféra à la prison de Boutyrki, dans une cellule où il n'y avait que des condamnés en instance de départ. En entrant, je dis bonjour à haute voix en me présentant selon l'usage militaire : « Commandant le brigade Gorbatoï ». Après Lefortovo, cette prison me parut une véritable maison de santé. Il est vrai que dans la cellule prévue pour vingt-cinq personnes, il y en avait plus de soixante-dix, mais on avait ici une demi-heure de promenade chaque jour, au lieu des dix minutes tous les deux jours à Lefortovo. Le responsable m'indiqua une place tout au bout, près de la porte et de la tinette. Quand j'eus occupé mes cinquante centimètres sur le bat-flanc, mon voisin me demanda :

— Combien t'as eu ? T'as signé ?

— Quinze ans plus cinq. Je n'ai rien signé.

— On a appliqué les répressions ?

— En plein.

— Il y a longtemps que je suis en prison, dans différentes cellules, mais je n'avais jamais encore

rencontré quelqu'un qui n'ait pas signé, dit mon voisin. Il réfléchit et ajouta : Ici aussi, vous êtes le premier.

A partir de ce moment, je devins un personnage dans la cellule.

A mesure que les uns partaient et que d'autres arrivaient, je devenais un ancien et avançais de la ténacité et de la porte vers la fenêtre.

Le responsable de cellule était élu parmi ceux qui étaient là depuis longtemps. En partant, il proposait un successeur. Les attributions du responsable étaient vastes : il veillait à la bonne distribution du pain, du sucre et des autres vivres, arbitrait les querelles, séparait ceux qui se battaient (les rixes étaient rares). Il portait une part de responsabilité devant l'administration de la prison et, dans une certaine mesure, défendait les intérêts des détenus.

Dans notre cellule, il y avait des gens de différents métiers et spécialités, ils savaient beaucoup de choses et se réunissaient par groupes sur les bat-flancs, menaient d'intéressantes conversations. Personne d'entre-nous ne savait où on l'enverrait. On supposait que ce serait en Extrême-Orient. C'est pourquoi nous écoutions avec une attention extrême ceux qui avaient travaillé dans les régions éloignées de l'Union Soviétique, qui connaissaient mieux la géographie.

Parmi mes compagnons de cellule, je me trouvais effectivement être le seul à ne pas avoir inventé de fables ni signé les procès-verbaux confectionnés par le juge d'instruction. Tous les autres s'étaient dénoncés et avaient dénoncé d'autres. Que n'y avait-il pas dans ces « romans » ! Il y en avait un, par exemple, qui avait avoué être de lignée princière et avoir vécu depuis 1918 avec un passeport pris sur un paysan qu'il avait tué, avoir nui pendant tout ce temps au pouvoir soviétique, etc... Beaucoup, apprenant que j'avais réussi à ne faire aucune déposition, s'indignaient de leurs inventions et de leur conduite. D'autres se consolaient en se disant que « c'est le même prix qu'on ait signé ou non, puisque Gorbatov a récolté aussi quinze ans plus cinq » : Et il y en avait aussi qui ne me croyaient tout simplement pas.

Vint l'ordre de « préparer ses affaires » : Gorbatov et ses compagnons d'infortune « politiques » et « droit commun » mêlés, furent transférés, dans des wagons à marchandises, jusqu'à Vladivostok, puis de là, par mer, à fond de cale, jusqu'à Kolyma.

Nous passons sur les détails pittoresques, dans le genre sinistre, de ce long transfèrement — de même que nous ne donnerons rien (il y faudrait trop de place) du récit que fait Gorbatov de sa vie misérable aux mines d'or de Kolyma. On a déjà lu des récits analogues. Nous nous bornons à certains passages qui éclairent la psychologie d'une partie de ceux qui furent condamnés dans les mêmes conditions que Gorbatov (1).

(1) Ceci nous fournit l'occasion de signaler (ce que nous n'avions pas fait lors de sa parution en 1963) les « souvenirs concentrationnaires » d'une Française, Andrée Bentaurens : « Dix-sept ans dans les camps soviétiques » (Paris - Gallimard - 1963). N.D.L.R.

Enfin nous arrivâmes à Magadan, centre de Kolyma. Après quelques soins d'hygiène, et nous ayant répartis en groupes, on nous dirigea tous, à l'exception des malades manifestes, vers différentes mines, à 500 - 700 kilomètres de Magadan.

Il ne fait pas de doute que dans la mise en valeur et l'exploitation du territoire de Kolyma, une grande part revient aux détenus — depuis le moment bien entendu où l'on commença à y envoyer les prétendus « ennemis du peuple », gens hautement qualifiés dans les branches les plus diverses et habitués à travailler consciencieusement. Mais il n'y a pas de doute non plus que ces mêmes gens eussent pu être infiniment plus utiles s'ils n'avaient pas été accablés par la pensée obsédante de leur humiliation imméritée, s'ils ne s'étaient pas rongés d'inquiétude pour le sort de leurs proches, s'ils avaient vécu dans des conditions humaines et si leurs efforts avaient été dirigés par des chefs compétents et consciencieux, et non par des « geôliers » grisés par le pouvoir sans contrôle qui leur était échu par hasard.

Il se passera beaucoup de temps encore avant que cette période de l'histoire de notre pays soit appréciée pleinement. Des années passeront... Le propos de mon récit est de parler à la jeune génération des gens qui, même dans ces conditions, n'avaient pas perdu la foi en la justice, en notre grand parti léniniste et notre pouvoir soviétique, bien que beaucoup de ces malheureux eussent perdu l'espoir de jamais retrouver la liberté (2). Mais on rencontrait aussi parmi nous, détenus, des gens qui avaient perdu la foi en tout ce qui est le plus cher au Soviétique et ne pensant qu'à se couvrir, acceptaient de faire tout ce que voulaient des misérables, véritables ennemis du communisme et du peuple soviétique. Certains de ces lâches camouflaient leur apostasie sous toutes sortes de « philosophies ». Ainsi, par exemple, j'avais pour voisin de lit au camp de Kolyma un ancien chef de section politique de chemin de fer qui allait jusqu'à se vanter d'avoir dénoncé trois cents innocents. Il disait ce que j'avais déjà eu l'occasion d'entendre à la prison de Moscou : « Plus cela va mal, mieux c'est : la vérité éclatera plus vite ». En outre, il voyait dans les arrestations massives on ne sait quelle « loi historique », citant des exemples du temps d'Ivan le Terrible et de Pierre le Grand... Je ne cachais pas mon extrême antipathie pour ce dénonciateur qui justifiait doctrinalement sa dénonciation, mais il cherchait néanmoins toujours à engager la conversation avec moi. Cela m'irritait au début, puis je commençai à penser qu'il devait chercher dans la conversation à apaiser sa conscience. Mais un jour il me fit perdre patience et je dis :

— Toi et tes semblables, vous avez si bien embrouillé l'écheveau qu'il sera difficile de le démêler. Mais on y arrivera quand même. Si j'étais à ta place, il y a longtemps que je me serais pendu.

Le lendemain matin, on le trouva pendu. Malgré la grande inimitié que j'éprouvais pour lui, je restai longtemps bouleversé par cette mort.

(2) On voit ici l'intention de l'auteur, et de ceux qui l'ont autorisé à publier ses mémoires : montrer à la jeune génération que, malgré toutes les horreurs aujourd'hui reconnues, et qui furent accomplies en son nom, on ne doit pas perdre sa foi dans le « parti ». (N.D.L.R.)

Pourquoi ils se sont inclinés devant le professeur Liberman

B IEN que fragmentaires et parfois sujets à caution, les chiffres produits par le ministre des Finances lors de la présentation du budget ne manquent jamais d'intérêt. Ils fournissent des renseignements précieux, non seulement sur le budget proprement dit, mais encore sur la rentabilité de l'économie soviétique, ou plutôt sur sa non-rentabilité.

Lorsqu'il est question des rentrées budgétaires, le ministre des Finances ne se borne généralement pas à indiquer le prélèvement sur les bénéfices qui va au budget ; il donne aussi le chiffre des bénéfices totaux sur lesquels l'Etat prélève la part du lion. Quand il s'agit des dépenses budgétaires, le ministre des Finances communique, en plus des sommes que l'Etat consacre au financement de l'économie nationale, le montant total de ce financement, c'est-à-dire les sommes que l'économie doit y verser en puisant dans ses propres disponibilités.

On obtient ainsi des éléments importants qui permettent de se faire une idée de ce que l'Etat verse dans l'économie et de ce qu'il en tire. C'est là un critère on ne peut plus intéressant de la rentabilité de l'économie soviétique.

Le rapport du ministre des Finances spécifie, en outre, combien de milliards de roubles sont destinés aux investissements. Ceux-ci ne représentent qu'une partie du total imparti au financement de l'économie nationale, il est légitime de considérer l'autre partie — celle qui n'est pas investie — comme des subventions servant à couvrir des déficits. Ceux-ci sont de deux sortes : il y a d'une part les déficits dits « planifiés », c'est-à-dire *prévus et voulus* pour soutenir les branches travaillant directement ou indirectement pour l'armement ; il y a d'autre part les déficits *involontaires* résultant de la mauvaise gestion et qu'il faut combler pour que l'industrie puisse continuer de tourner. La proportion entre les investissements et les subventions l'emporte sur les investissements, ce qui veut dire que la nécessité de « colmater des brèches » dévore des sommes qui sont ainsi perdues pour un emploi productif.

Quand bien même on ne dispose pas de toutes les données nécessaires — on ne peut souvent se fonder que sur les prévisions, les chiffres relatifs à l'exécution n'étant pas connus — ces indications sont loin d'être négligeables.

L'ECONOMIE AUX CROCHETS DE L'ETAT

Procédons à une première confrontation sur le seul plan budgétaire, en nous demandant ce que l'Etat tire de l'économie au titre du prélèvement sur les bénéfices et ce qu'il lui accorde, côté dépenses, pour financer l'économie nationale. Voici comment ont évolué ces deux postes (milliards de roubles) :

	Prélèvement sur les bénéf.	Financement de l'économie	Différence
1960 (prév.)	20,3	32,9	12,6
(exéc.)	18,6	34,1	15,5
1961 (prév.)	20,5	33,9	13,4
(exéc.)	20,7	32,6	11,9
1962 (prév.)	23,2	32,5	9,3
(exéc.)	23,9	36,2	12,3
1963 (prév.)	26,1	34,5	8,4
(exéc.)	[23,9(a)]	37,2	[13,3(a)]
1964 (prév.)	29,5	38,7	9,2
(exéc.)	[23,9(b)]	37,4	[13,5(b)]
1965 (prév. act.)	31,6	42,3	10,7
(prév. Khr.)	34,8	46,0	11,2

(a) Estimé par nous. Puisque ce chiffre n'a pas été publié, il doit être inférieur à celui de l'année précédente. Nous l'estimons égal à celui de 1962. Aussi la différence de 13,3 milliards représente-t-elle un minimum. — (b) Estimé par nous. Puisque ce chiffre n'a pas été publié, il doit être inférieur à celui de 1963. La différence de 13,5 milliards représente donc un minimum ; elle excède très probablement 14 milliards.

En 1961 et 1962, le prélèvement sur les bénéfices est supérieur aux prévisions. La tendance s'inverse à partir de 1963, ce qui veut dire que les bénéfices totaux sont tellement inférieurs aux prévisions que l'Etat, qui a pourtant l'habitude de se servir le premier, doit se montrer moins vorace. Il prélève moins... et s'abstient de communiquer le chiffre.

Le financement de l'économie nationale est toujours supérieur aux prévisions, ce qui indique que des déficits imprévus qu'il faut combler, forcent l'Etat à déboursier davantage. La seule année 1961 fait exception à cette règle : c'est l'année du brutal relèvement des dépenses militaires, relèvement qui oblige le Kremlin à faire figurer au chapitre des forces armées des dépenses économiques destinées aux industries de guerre. Aussi la diminution de la différence en 1961 par rapport aux prévisions n'est-elle que fictive. Les prévisions pour les années suivantes voudraient la réduire, mais elle s'accroît au contraire, et les prévisions pour l'année en cours constituent un aveu d'impuissance, puisqu'on admet d'avance un déficit de 10,7 milliards. Le prélèvement sur les bénéfices est ramené à 31,6 milliards en 1965, alors que les prévisions formulées en décembre 1963 pour cette même année 1965 le fixaient à 34,8 milliards.

Il faut donc retenir que bon an mal an l'Etat verse dans l'économie de 12 à 13 milliards de roubles de plus que celle-ci ne lui rapporte au titre du prélèvement sur les bénéfices.

Ce n'est pas tout : même les bénéfices totaux sont inférieurs à ce que l'Etat doit consacrer au financement de l'économie. Le tableau ci-dessous confronte ces deux postes (milliards de roubles) :

	Bénéfices totaux	Financement de l'économie	Différ.
1960 (prév.)	28,5	32,9	4,4
(exéc.)	25,2	34,1	8,9
1961 (prév.)	30,2	33,9	2,7
(exéc.)	26,8	32,6	5,8
1962 (prév.)	32,9	32,5	- 0,4
(exéc.)	30,6	36,2	5,6
1963 (prév.)	35,7	34,5	- 1,2
(exéc.)	30,3	37,2	6,9
1964 (prév.)	36,6	38,7	2,1
(exéc.)	33,2	37,4	4,2
1965 (prév. act.)	40,0	42,3	2,3
(prév. Khr.)	43,8	46,0	3,2

Voici les remarques que suggère l'étude de ce tableau.

Il s'en dégage tout d'abord le souci, constant depuis de longues années, des dirigeants soviétiques d'équilibrer le montant des bénéfices et les sommes destinées au financement de l'économie. Dans leurs prévisions, la différence doit se réduire, et ils escomptent, pour 1962 et 1963, un léger excédent des bénéfices totaux sur le financement. Mais la réalisation dément leurs espérances. L'excédent des dépenses économiques de l'Etat sur les bénéfices s'établit comme suit (réalisation en milliards de roubles) :

1960	8,9
1961	5,8
1962	5,6
1963	6,9
1964	4,2

La réduction de cet excédent en 1964 ne doit pas faire illusion. Elle n'a été obtenue que parce que le financement de l'économie n'a guère progressé (de 0,2 milliard seulement !). Si les prévisions avaient été atteintes (38,7 milliards au lieu de 37,4), l'excédent serait de 5,5 milliards.

En même temps, on constate que les bénéfices réalisés sont inférieurs aux bénéfices prévus de :

1960	3,3 milliards
1961	3,4 —
1962	2,3 —
1963	5,4 —
1964	3,4 —

Si, pour 1964, la moins-value n'est que de 3,4 milliards contre 5,4 milliards en 1963, c'est uniquement parce qu'on n'avait augmenté les prévisions que de 0,9 milliard. On les avait relevées de 2,8 milliards en 1963 et de 2,7 milliards en 1962.

On constate enfin, que le montant des bénéfices prévus pour 1965 est de 40 milliards de roubles, alors que les prévisions formulées en décembre 1963 les avaient fixés à 43,8 milliards. L'optimisme est bien moins robuste aujourd'hui qu'il y a un an.

L'ORIGINE DES FONDS DESTINES AU FINANCEMENT

Il ressort de tout ce qui précède que c'est l'Etat qui doit assurer par ses dotations le fonctionnement de l'économie soviétique. Ce qui veut dire que celle-ci n'est pas rentable. D'autres données encore permettent d'aboutir à une conclusion identique.

Le financement de l'économie nationale n'incombe pas qu'au budget ; en plus des dotations budgétaires, il y a ce qu'on appelle là-bas « les ressources propres des entreprises », ce que l'on pourrait traduire plus brièvement par « autofinancement ». La part de l'Etat dans le total des sommes consacrées au financement de l'économie renseigne sur la mesure dans laquelle l'économie a besoin de l'Etat.

Sources de financement (Prévisions en milliards de roubles)

	Total	Budget	Autofinancement
1960	52,3	32,9	19,4 (37 %)
1961	56,4	33,9	22,5 (40 %)
1962	56,6	32,5	24,1 (43 %)
1963	63,2	34,5	28,7 (45 %)
1964	68,5	38,7	29,8 (44 %)
1965	75,8	42,3	33,5 (44 %)

A première vue, la situation semble s'améliorer depuis 1960 : la part de l'autofinancement s'est accrue, l'Etat contribue moins, bien que sa part demeure supérieure à la moitié du total. Cette première impression se dissipe dès que l'on examine l'accroissement d'année en année. N'oublions pas que 1960 est l'année qui précède la réforme monétaire (échange des billets !), après laquelle l'Etat pratiqua, pendant deux ans, une politique d'austérité financière. Par périodes, l'accroissement est le suivant (prévisions en milliards de roubles) :

	Total	Budget	Autofinancement
1957 - 1960	14,7	8,4	6,3 (43 %)
1960 - 1963	10,9	1,6	9,3 (85 %)
1963 - 1965	12,6	7,8	4,8 (38 %)

Ces chiffres sont plus qu'éloquents. Jusqu'à 1960, le budget fournit 57 % et l'autofinancement 43 %. De 1960 à 1963, l'Etat veut imposer 85 % du financement aux entreprises pour ne pas être acculé, une fois de plus, au péril inflationniste. Ces bonnes intentions n'ont évidemment pas résisté à la pression des faits : les chiffres ci-dessus ne sont que des prévisions et l'on s'est bien gardé de communiquer la réalisation quant à l'autofinancement. Depuis 1963, le budget doit se substituer de nouveau à l'autofinancement défaillant : 62 % des sommes additionnelles sont demandées à l'Etat, contre 57 % seulement en 1957-1960. La situation s'est donc nettement aggravée.

Si l'on n'envisage que les fonds destinés aux investissements, évidemment inférieurs à ceux qui servent au financement de l'économie en général, les chiffres présentent un aspect identique (prévisions en milliards de roubles) :

	Total	Budget	Autofinancement
1960	26,2	18,0	8,2 (31 %)
1961	29,5	19,5	10,0 (34 %)
1962	31,0	19,7	11,3 (36 %)
1963	33,8	20,4	13,4 (40 %)
1964	36,5	(?)	(?)
1965	38,7	23,5	15,2 (39 %)

Là encore, un examen par périodes rendra la situation plus intelligible. (Les chiffres ci-dessous s'entendent en milliards de roubles) :

Accroissement
Total Budget Autofinancement

1957 - 1960 ..	8,7	5,1	3,6 (41 %)
1960 - 1963 ..	7,6	2,4	5,2 (68 %)
1963 - 1965 ..	4,9	3,1	1,8 (37 %)

Là encore, l'austérité budgétaire de 1960-1963 a été inopérante. Une fois de plus, le budget doit assumer la charge la plus lourde. L'économie est manifestement incapable de faire face aux investissements que l'on veut lui imposer.

INVESTISSEMENTS ET SUBVENTIONS

Un autre critère de la rentabilité de l'économie soviétique est la répartition du montant total destiné à son financement, entre les investissements et les subventions, ces dernières servant à couvrir des déficits. Sous cet angle, la situation se présente comme suit (prévisions en milliards de roubles) :

Destination du financement

	Total	Investissements	Subventions
1960	52,3	26,2	26,1 (50 %)
1961	56,4	29,5	26,9 (48 %)
1962	56,6	31,0	25,6 (45 %)
1963	63,2	33,8	29,4 (46 %)
1964	68,5	36,5	32,0 (47 %)
1965	78,8	38,7	37,1 (49 %)

Si l'on ne considère que les chiffres globaux ci-dessus, on n'observe que des modifications d'ordre secondaire. Mais dès que l'on envisage l'accroissement des différents postes par périodes, le tableau change du tout au tout. Ici encore, il faut considérer à part la période de 1960 - 1963, immédiatement consécutive à la réforme monétaire et caractérisée, sinon par une austérité stricte, du moins par des intentions de rigueur financière.

Par périodes, l'accroissement se présente comme suit (prévisions en milliards de roubles) :

Accroissement

	Financement total	Investissements	Subventions
1957 - 1960	14,7	8,7	6,0 (41 %)
1960 - 1963	10,9	7,6	3,3 (30 %)
1963 - 1964	5,3	2,7	2,6 (49 %)
1964 - 1965	7,3	2,2	5,1 (70 %)

Les chiffres que l'on vient de lire sont plus que révélateurs. Avant la réforme monétaire, 41 % de l'accroissement du montant total du financement de l'économie avaient servi à « boucher des trous », à combler des déficits. Pendant la période 1960-1963, cette proportion tombe à 30 %, non seulement à cause des intentions d'austérité, mais encore parce que le brusque relèvement spectaculaire des dépenses militaires a fait passer une forte fraction des subventions couvrant des « déficits planifiés » (industries de guerre) du budget économique à celui des forces armées. Depuis 1963, on recamoufle une partie des dépenses militaires, mais la réduction du budget des forces armées depuis deux ans est si modeste (voir notre précédent article sur le budget) qu'elle ne saurait ni justifier ni expliquer la

nouvelle disproportion, vraiment alarmante entre les investissements et les subventions. En 1964, 51 % seulement du total du financement additionnel sont consacrés aux investissements, et cette part tombe à 30 % (moins du tiers !!!) en 1965. Encore ne s'agit-il là que des prévisions : la réalité est pire encore ! Quand une économie nationale gaspille plus des deux tiers des sommes qu'on lui alloue, à couvrir des déficits, elle est bien malade, et on comprend dès lors sans peine pourquoi le professeur Liberman a eu gain de cause.

Nous avons envisagé ci-dessus la part des investissements totaux dans le financement total de l'économie. Si nous ne considérons que le financement *budgétaire* et la part réservée dans ce financement aux investissements *budgétaires*, nous faisons des constatations analogues. Le tableau ci-dessous les met en relief (prévisions en milliards de roubles) :

Destination du financement budgétaire

	Total	Investissements	Subventions
1960	32,9	18,0	14,9 (45 %)
1961	33,9	19,5	14,4 (42 %)
1962	32,5	19,7	12,8 (39 %)
1963	34,5	20,4	14,1 (41 %)
1964	38,7	(?)	(?)
1965	42,3	23,5	18,8 (44 %)

L'accroissement par périodes se présente ainsi (prévisions en milliards de roubles) :

Accroissement

	Financement budgét. total	Investissements	Subventions
1957 - 1960	8,4	5,1	3,3 (39 %)
1960 - 1963	1,6	2,4	— 0,8
1963 - 1965	7,8	3,1	4,7 (60 %)

Le fait, à première vue, surprenant d'une diminution des subventions entre 1960 et 1963 s'explique par le décamouflage de certaines dépenses militaires. Une partie des investissements de guerre ayant été inscrite au chapitre des forces armées, les déficits correspondants et les subventions destinées à les couvrir ne figurent plus aux tableaux ci-dessus. Pour les années 1964 et 1965, la dégradation saute aux yeux : 60 % du montant, dont le financement de l'économie doit augmenter couvrent des déficits et 40 % seulement vont à l'accumulation !

Une telle situation est évidemment intenable à la longue.

**

Résumons les principales constatations qui se dégagent des chiffres que nous venons d'examiner.

1° La différence entre les sommes que le budget tire du prélèvement sur les bénéfiques et celles qu'il consacre au financement de l'économie est énorme ! elle a augmenté au cours des dernières années.

2° Les bénéfiques totaux réalisés par les entreprises restent constamment inférieurs à ce

(Suite au verso, 1^{re} colonne)

LE PARTI COMMUNISTE IRAKIEN DANS L'OPPOSITION

PROTESTANT contre les tortures dont aurait été victime ces temps derniers un « patriote » irakien, un rédacteur de *L'Humanité* écrivait le 18 janvier 1965, que « depuis une semaine on assiste à nouveau à la chasse aux communistes » en Irak et il ajoutait :

« Cette nouvelle campagne est liée, comme les précédentes, à une tentative de ranimer la guerre contre le courageux peuple kurde. Le gouvernement n'a toujours pas tenu les promesses qu'il avait faites aux dirigeants Kurdes lors du cessez le feu. Et plusieurs incidents qui ont mis aux prises, ces dernières semaines, des unités de patriotes Kurdes et les forces gouvernementales, ressemblent fort à des provocations. »

Cette ouverture des hostilités entre le gouvernement et les communistes irakiens est-elle une initiative du gouvernement, ou une réponse à l'attitude nouvelle du P.C. ? L'article qu'a publié Mounir Ahmed, membre du Bureau Politique du P.C. d'Irak dans la *Nouvelle Revue Internationale* (décembre 1964) donne à penser que la seconde hypothèse n'est pas sans fondement.

Les communistes ont d'abord approuvé le coup d'Etat du 18 novembre 1963 qui renversa le régime baasiste. « Le coup d'Etat de novembre en a fini avec le régime fasciste et créé des conditions plus propices à la lutte pour la consolidation de l'indépendance nationale et le retour de l'Irak dans le courant général du mouvement de libération arabe » écrit Mounir Ahmed qui reconnaît par ailleurs que « le nouveau gouvernement a pris certaines mesures qui répondaient aux intérêts de notre peuple » et que le Parti commu-

(Suite de la page 23)

que l'Etat est obligé de verser dans l'économie pour la faire fonctionner. Cette marge s'est agrandie au cours des dernières années.

3° Dans le financement de l'économie nationale, la part du budget reste prépondérante et l'autofinancement (les ressources propres des entreprises) ne fournit qu'un appoint. La contribution des entreprises recule, celle de l'Etat progresse ; de 1963 à 1965, la part de l'Etat est de 62 %, contre 57 % en 1957-1960.

4° Dans les sommes fournies pour les investissements, la part de l'Etat augmente : 63 % au cours des deux dernières années contre 59 % en 1957-1960.

5° Une fraction croissante des sommes destinées au financement de l'économie nationale est soustraite aux investissements parce qu'il faut tout d'abord couvrir des déficits. Sur le montant total destiné au financement, 30 % seulement sont accordés aux investissements en 1965, contre 51 % en 1964 et 70 % en 1960-1963.

La dégradation au cours des dernières années a donc été telle qu'il faut aujourd'hui trouver à tout prix une issue. C'est pourquoi le Kremlin a dû, finalement, s'incliner devant les propositions du professeur Liberman.

LUCIEN LAURAT.

niste irakien a apporté « son soutien aux initiatives progressistes » du gouvernement.

Toutefois, dans son article, Mounir Ahmed mettait l'accent sur « les graves défauts de la politique officielle ». Il les énumérait dans l'ordre suivant : le règlement du problème Kurde traîne en longueur ; des milliers de patriotes sont toujours en prison (7.000, dit la note de *L'Humanité* citée plus haut) ; les masses populaires se voient refuser les libertés politiques et syndicales, etc...

Cette attitude du gouvernement, en particulier son hostilité aux communistes, s'expliquent, selon Mounir Ahmed, par le « caractère hétérogène et contradictoire du pouvoir actuel ». Le régime est en effet « un régime nationaliste petit bourgeois » exercé par des hommes « enclins au despotisme », qui, avant de rompre avec les baasistes, ont pris part au coup d'Etat de février 1963, aux persécutions contre les communistes, la population kurde et les démocrates.

Si ce gouvernement veut perdre son caractère « précaire », s'il veut « conduire le pays dans la voie que suivent la R.A.U. et l'Algérie », il doit prendre appui sur les masses populaires, « amorcer un revirement de leur politique dans le sens de l'unité, de toutes les forces progressistes et patriotiques ».

Dans cette phase de la tactique du P.C. irakien où Mounir Ahmed a écrit son article, il apparaissait possible aux dirigeants communistes de provoquer « une démocratisation de la politique du gouvernement », sans être obligé de le renverser.

« Le chemin non capitaliste de développement ne doit pas nécessairement résulter du renversement du gouvernement actuel. On pourra s'y engager en modifiant graduellement la structure sociale du gouvernement, en appuyant et en perfectionnant celle de ses initiatives qui répondent aux intérêts du peuple. »

Modifier la structure sociale du gouvernement, c'est en écarter l'un après l'autre les éléments les plus hostiles aux communistes, selon la célèbre « tactique du salami ». Pour cela, il faut offrir aux éléments les moins « réactionnaires » du gouvernement l'appui d'un mouvement politique de masse animé par les communistes, lesquels, dit Mounir Ahmed, « sont en train de réexaminer leurs méthodes de lutte pour les alliances politiques à la lumière de la perspective du développement non capitaliste du pays ».

C'est sans doute cette adoption de nouvelles méthodes — en fait, une tentative pour faire pression contre le gouvernement — qui a provoqué la nouvelle « chasse aux communistes ».

On incline d'autant plus à admettre cette hypothèse que la place faite par les communistes dans leur programme aux nationalistes kurdes ne peut pas laisser le pouvoir indifférent.

« Le mouvement national Kurde devient l'un des facteurs déterminants de la marche des événements en Irak. Il y a au Kurdistan des courants et des organisations politiques qui expriment les intérêts des classes et des couches sociales diverses. Si les deux principales organisations politiques — le Parti communiste irakien et le Parti démocratique du Kurdistan — formaient un front unique, celui-ci pourrait devenir l'axe autour duquel s'uniraient toutes les forces progressistes du Kurdistan. »